



WORKING
PAPER N° 5

VIVRE SOUS BLOCUS : CAS DES ZONES SOUS INFLUENCE DU JNIM AU MALI

DECEMBRE 2025

MAHAMADOU BASSIROU TANGARA EST MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES ET DE GESTION DE BAMAOKO (USSGB). SES TRAVAUX DE RECHERCHE PORTENT SUR LA PAUVRETÉ, L'ÉCONOMIE INFORMELLE, LA DYNAMIQUE DES CONFLITS ET L'IMPACT DES POLITIQUES PUBLIQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT, AVEC UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES DU MALI.

IBRAHIMA POUDIOUGOU EST ANTHROPOLOGUE SOCIAL DONT LES RECHERCHES EXAMINENT LES LIENS ENTRE LA TENURE FONCIÈRE, L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ET LA VIOLENCE ARMÉE EN AFRIQUE DE L'OUEST.

SOMMAIRE

Acronymes et abréviations p.4

1. INTRODUCTION	
P.5	

2. LES ÉTUDES DE CAS	
P.13	

3. PROCESSUS DE MISE SOUS BLOCUS : UNE ANALYSE COMPARÉE	
P.19	

Méthodologie	8
Instrument de collecte des données	11
Sensibilité du terrain et stratégie de collecte adoptée	11
Méthode d'analyse des données	12
Marébougou	13
Saye	13
Kori-Maoundé	14
Le pont Parou-Songobia	16
le quotidien des femmes en situation de blocus de la Katiba Macina	18
Des acteurs et rapports de force différenciés	19
Le benkan : un dispositif de contrôle par la violence	19
Temporalité et intensité des blocus	20
Logiques communes et divergences des blocus	20
Les figures d'intermédiation pour le pacte	21
L'école en temps de blocus	22
Réactions des populations	23
La bataille de Marébougou	24
Économies locales sous blocus	25
La désintégration de l'économie locale sous les blocus armés	25
Synthèse analytique des études de cas	26

4. CONCLUSION

P.28

RECOMMANDATIONS

30

BIBLIOGRAPHIE

31

“

Certaines analyses de ce rapport sont nourries par des terrains antérieurs réalisés dans la région de Mopti en janvier 2024 dans le cadre du projet ERC-LANDRESPONSE (n° 101054410), basé à l'Université norvégienne des sciences de la vie (NMBU). ”

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ :

Ce document de travail a été produit pour examen par le réseau REcAP. Il a été préparé par une équipe de recherche indépendante dans le cadre du document de travail intitulé « Crédit d'un partenariat de collaboration entre plusieurs parties prenantes pour la prévention des conflits et de l'extrémisme violent au Sahel ». Les auteurs sont seuls responsables du contenu de ce rapport et les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement celles du réseau REcAP.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
ECRIS	Enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques
EIGS	État Islamique au Grand Sahara
FAMa	Forces armées maliennes
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
JNIM	<i>Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin</i> (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans)
IS	<i>Islamic State</i> (Etat Islamique)
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
ONG	Organisation non gouvernementale
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
RN	Route nationale

CONTEXTE GÉNÉRAL

DANS L'HISTOIRE DES RÉGIONS CENTRALES DU MALI, LES BLOCUS CONTRE DES VILLAGES ET DES VILLES FIGURENT PARMI LES RÉCITS DES GUERRES PASSÉES. QU'ILS SOIENT ORAUX OU ÉCRITS PAR DES HISTORIENS ET CHRONIQUEURS DEPUIS LE 17E SIÈCLE JUSQU'AU DÉBUT DU 20E, LA MÉMOIRE POPULAIRE DES CONFLITS DE SÉGOU (SOW, 2021), DU MACINA (SANANKOUA, 1991 ; ROBINSON, 1985), DE BANDIAGARA (BARRY, 1991 ; BRADSHAW, 2021) SOULIGNE LE BLOCUS COMME UNE STRATÉGIE GUERRIÈRE FACILITANT LA REDDITION DE TERRITOIRES REBELLES.

Utilisé pour étouffer l'ennemi, le blocus servait à soumettre des villages ou des villes en résistance, en coupant l'accès aux armes, à la nourriture et aux moyens de communication avec l'extérieur. En dehors de ces récits historiques, les populations rurales ont connu également l'expérience des blocus militaires, réapparus dans les régions de Ségou, Mopti, Bandiagara et Douentza lors de l'avancée des groupes armés extrémistes¹ à partir de 2017, notamment lorsque la Katiba Macina a imposé un blocus total sur le village de Kouakourou. Comment comprendre le recours à cette stratégie ancienne par les groupes armés actuels ? Quels sont ses objectifs politiques, économiques et sociaux dans le contexte contemporain ?

Petit village situé dans le cercle de Djenné, Kouakourou est encerclé par les eaux du fleuve Niger lors des crues (de juillet à décembre). En septembre 2017, après son refus d'appliquer les nouvelles normes imposées par les combattants djihadistes (interdiction des fêtes, port du voile obligatoire pour les femmes, fermeture de l'école...), le village a été placé sous blocus. Les combattants contrôlaient les accès fluviaux et les forêts environnantes. Ce blocus, qui a duré au moins deux ans, interdisait aux habitants d'accéder à leurs champs, de pêcher dans le fleuve ou de commerçer avec le reste de la région. L'expérience de Kouakourou a marqué un tournant : elle a servi de modèle à d'autres blocus, progressivement devenus l'une des principales stratégies utilisées par les groupes armés extrémistes pour soumettre les villages qui leur résistaient. Dans les pages qui suivent, nous analyserons différentes situations de blocus imposées par ces groupes pour mettre en lumière leurs modes opératoires, les conditions de mise en œuvre et leurs logiques internes. Bien que présentant des similitudes, ces situations reflètent une diversité de dynamiques politiques, économiques, sociales et spirituelles.

CADRE CONCEPTUEL

Si le terme « blocus » paraît le plus approprié pour qualifier les différentes situations étudiées, au Mali, le terme « embargo »² est devenu populaire dans le langage courant pour désigner ces blocus imposés par les groupes armés aux villages refusant de se soumettre à leur influence. Dans les deux cas, il s'agit d'un mode d'isolement reposant sur des mesures coercitives – diplomatiques ou économiques. Pour les groupes armés extrémistes, le blocus sert de dispositif violent de contrôle d'un espace donné. Baczkó & Dorronsoro (2017) rappellent que le contrôle d'une population par des groupes armés ne se réduit ni à un simple rapport de force, ni à la fourniture de services visant à obtenir du soutien (rebel governance), mais ouvre la voie à la constitution de nouveaux champs

LE BLOCUS SER-
VAIT À SOUMETTRE
DES VILLAGES OU
DES VILLES EN
RÉSISTANCE, EN
COUPANT L'ACCÈS
AUX ARMES, À LA
NOURRITURE ET AUX
MOYENS DE COM-
MUNICATION AVEC
L'EXTÉRIEUR

¹ Dans cette étude, le terme « groupes armés extrémistes » est privilégié pour désigner les acteurs affiliés à la Katiba Macina, actifs dans les zones couvertes par notre enquête. Toutefois, les populations locales utilisent fréquemment le terme « djihadistes » pour désigner ces combattants. Cette différence terminologique reflète une variation dans les registres de langage et des référentiels d'interprétation mobilisés par les observateurs extérieurs et les acteurs locaux. L'usage du terme « djihadiste » repose ici sur une double légitimation empirique. D'une part, les membres de la Katiba Macina s'identifient eux-mêmes comme tels et qualifient leur engagement armé de « djihad ». D'autre part, les communautés interrogées au cours du travail de terrain emploient également ce vocable pour désigner les hommes en armes se revendiquant de ce groupe. L'emploi de cette terminologie vise donc à refléter les catégories d'identification utilisées par les acteurs concernés, sans pour autant en valider les fondements idéologiques. ² Embargo relevant plus d'une norme/pratique juridique du droit international tandis que le blocus est une pratique guerrière pouvant être mis en place par différents acteurs armés, allant des armées régulières aux forces non-régulières comme les groupes armés extrémistes, les paramilitaires, les milices, etc. Dans cette étude, nous privilégiions le terme blocus, qui semble mieux illustrer les situations observées dans notre zone d'étude. Cependant, il convient de noter que le recours populaire au terme embargo au Mali est aussi en lien avec l'actualité des événements politiques de ces dernières années marquées par les embargos de la CEDEAO par exemple. Le terme est utilisé à la fois dans les conversations quotidiennes mais aussi par les combattants des groupes armés pour qualifier les blocus.

sociaux et institutionnels, notamment à travers le droit. Ces dynamiques participent ainsi à la production même de la société. En ce sens, les auteurs invitent à dépasser l'analyse centrée sur la logique de contrôle et de services, pour adopter une compréhension plus large des manières dont les groupes armés instaurent des institutions et façonnent l'ordre social.

Initialement arme de coercition aux mains des États ou d'organisations internationales, le blocus, en tant que dispositif de coercition, a connu des mutations majeures avec son appropriation par des organisations armées non-étatiques en devenant une tactique de soumission des régions résistantes à leur emprise. En fragmentant les territoires où s'opèrent les affrontements armés avec les forces régulières ou d'autres organisations armées non-étatiques, les groupes ayant recours aux blocus cherchent à conquérir des portions du territoire pour y exercer leur influence politique et économique. Avec l'expansion des organisations se réclamant du djihad, le recours au blocus s'est popularisé auprès des unités combattantes dans les différentes régions où elles sont déployées (Syrie, Irak, Nigeria, Mali, Burkina Faso...). Si ces groupes armés non-étatiques mettent les populations sous blocus pour les contraindre à la soumission, les territoires qu'ils contrôlent peuvent également faire l'objet de blocus imposés par les forces gouvernementales³ (Sulaiman, 2025).

Au Mali, Bouhlel (2020) et Ahmad et Diallo (2022) soulignent que cette transformation se traduit par des restrictions de circulation et de commerce dans des zones rurales où l'État est contesté, notamment en raison des pratiques corruptives et répressives de ses représentants locaux. Les groupes armés y établissent des zones de contrôle où l'accès aux marchés, aux routes principales et aux ressources naturelles est étroitement surveillé, souvent conditionné à l'adhésion aux accords (benkan)⁴ ou aux paiements de taxes illicites. Celles-ci contribuent au financement des activités armées des combattants, sans retombées matérielles (infrastructures sociales de base) ni symboliques (protection et sécurité) pour les communautés villageoises. Ce contrôle repose sur une logique pragmatique : pour ces groupes, le blocus vise à renforcer la cohésion de diverses coalitions armées et à financer durablement leur lutte.

Baldaro et Diall (2020) illustrent ce phénomène en évoquant la rivalité entre la Katiba Macina, liée à Al-Qaïda, et l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS). Leur lutte pour le contrôle des routes et des points stratégiques conduit à une fragmentation de l'espace rural en une mosaïque de zones d'influence. Dans ces zones, routes, ponts, marchés locaux et centres d'approvisionnement deviennent des points de blocage systématique où la mobilité des civils est fortement restreinte et contrôlée. Cette dynamique favorise l'établissement de blocus locaux, parfois intermittents, mais dont l'impact cumulé sur la vie économique et sociale reste considérable.

Agibooa, selon l'interprétation d'Oztas (2023), parle à ce propos d'une véritable « guerre de la mobilité ». L'infrastructure routière y joue un rôle double : elle sert au développement et elle a une fonction stratégique permettant d'exercer un contrôle armé. Les routes deviennent des lignes de front où barrages, embuscades, rackets, incendies de camions transportant des hydrocarbures et fermetures temporaires remplacent les batailles classiques. La perturbation de la circulation est utilisée comme une arme, à la fois pour faire pression sur l'État et pour priver les communautés locales de l'accès aux marchés. Dans cette optique, Nsaibia et al. (2023) indiquent que le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), principal regroupement extrémiste au Sahel, pratique des extorsions présentées comme le prélèvement religieux de zakât⁵, détournant ainsi une obligation religieuse positive de l'islam à des fins de contrôle économique et symbolique.

Ces prélevements, imposés aux populations locales et aux commerçants, fonctionnent comme un mécanisme de blocage économique : ceux (individus ou villages) qui refusent de s'en acquitter ou tentent de les contourner subissent des représailles, des restrictions de circulation ou des fermetures de marchés, reproduisant ainsi une logique de blocus à une échelle locale et de manière segmentée.

Dans leur étude, Guichaoua et Bouhlel (2023) considèrent la zakât comme un indicateur clé des interactions entre groupes « djihadistes » et populations civiles. Ils montrent que la zakât remplit des fonctions

BALDARO ET DIALL (2020) ILLUSTRENT CE PHÉNOMÈNE EN ÉVOQUANT LA RIVALITÉ ENTRE LA KATIBA MACINA, LIÉE À AL-QAÏDA, ET L'ÉTAT ISLAMIQUE AU GRAND SAHARA (EIGS). LEUR LUTTE POUR LE CONTRÔLE DES ROUTES ET DES POINTS STRATÉGIQUES CONDUIT À UNE FRAGMENTATION DE L'ESPACE RURAL EN UNE MOSAÏQUE DE ZONES D'INFLUENCE

³ Sulaiman, H. (2025). *Les conflits en Syrie au regard du droit international humanitaire : entre guerre civile, intervention étrangère et droit des civils*, Université de Liège.

⁴ En bamakan, langue majoritairement parlée au Mali, le terme benkan résulte de la combinaison de ben (« rencontre », « attente ») et kan (« voix », « cou »), et renvoie à l'idée d'un engagement collectif. La racine ben met en évidence la dimension dialogique de l'accord, entendu comme le produit d'une interaction où les acteurs, dans un cadre de discussion, exercent leur agentivité en consentant librement à une décision commune. Dans ce sens, benkan désigne un accord négocié et accepté de manière autonome par toutes les parties, traduisant un engagement partagé et volontaire. Toutefois, l'usage contemporain du terme par les combattants de la Katiba Macina illustre un détournement sémantique et politique : les accords ainsi désignés ne procèdent pas d'une négociation équilibrée, mais d'une asymétrie de pouvoir où la contrainte structurelle limite drastiquement la capacité d'action et de choix des populations concernées. Loin de refléter l'idéal d'un engagement mutuel, ces arrangements imposés traduisent plutôt une relation de domination, où le consentement apparent masque l'absence d'alternatives réelles. ⁵ L'usage du terme zakât par la Katiba Macina ou d'autres groupes affiliés au JNIM relève d'un détournement sémantique et symbolique d'une notion religieuse de l'islam. Dans son sens originel, la zakât désigne l'aumône légale, c'est-à-dire une obligation religieuse positive visant à promouvoir la solidarité et la redistribution au sein de la communauté musulmane. Or, dans le contexte étudié, le terme est instrumentalisé pour légitimer des prélevements forcés imposés aux populations locales sous la contrainte. C'est pourquoi, dans cette étude, nous privilégiions les expressions « prélevements forcés » ou « extorsions présentées comme de la zakât », afin de marquer la distance analytique entre la pratique religieuse et son usage instrumental des groupes armés extrémistes de cette pratique dans les zones sous leurs influences politico-militaires.

multiples – symboliques, politiques, territoriales, martiales, sociales et économiques – qui structurent l'ordre imposé en contexte de guerre. Toutefois, son application varie selon les organisations : le JNIM (affilié à Al-Qaïda) l'intègre dans un dispositif relativement codifié et redistributif, souvent aligné sur les normes locales, ce qui renforce sa légitimité ; à l'inverse, l'IS-Sahel (affilié à l'État islamique) impose une approche coercitive et prédatrice, sans redistribution, où le non-paiement entraîne des sanctions violentes. Cette divergence illustre deux logiques contrastées : l'une orientée vers la consolidation d'un ordre durable, l'autre fondée sur la terreur et l'extraction opportuniste.

Cette idée est approfondie par Tobie (2017) et Ladini (2023) qui démontrent que cette gouvernance coercitive repose sur une combinaison de violence et de négociation : les acteurs armés imposent des contraintes tout en exploitant la dépendance des communautés à certaines routes ou ressources afin de consolider leur légitimité. Ce compromis fragile maintient les populations dans une situation de dépendance sécuritaire, renforçant ainsi le contrôle du territoire sans occupation permanente. Ce mode de gouvernance est observé dans certaines régions du Mali chez les groupes djihadistes (Poudiougou, 2024). L'auteur met en lumière que, dans les zones rurales, les combattants de la Katiba Macina exerce un mode de gouvernance éloigné des individus et des ressources. Perçu comme une forme d'économie morale pastorale (Benjaminsen & Ba, 2024), ce système repose sur un double régime de mobilité et d'immobilité, selon le degré de soumission des populations rurales à la domination politique djihadiste.

LES BLOCAGES ROUTIERS ONT DE GRAVES RÉPERCUSSIONS SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES LOCALES. LES ROUTES RELIENT LES DIFFÉRENTES FOIRES HEBDOMADAIRE, FAVORISANT LES ÉCHANGES ENTRE POPULATIONS RURALES, L'ÉCOULEMENT DES PRODUITS AGRICOLES ET L'APPROVISIONNEMENT EN BIENS ESSENTIELS (WALTER & RADIL, 2025)

Dans les tendances actuelles de la violence armée au Mali, les blocus ne concernent plus seulement des villages ou des villes moyennes, ils s'étendent désormais aux axes routiers. Cela concerne les routes nationales reliant les principales villes, ainsi que les routes secondaires (reliant des villages) empruntées par les populations rurales. Ces routes constituent les voies d'interconnexion entre les communautés rurales et le reste du pays. En raison de leur importance sur la vie économique et sociale, les infrastructures routières sont des cibles stratégiques. Sans ériger de checkpoints visibles le long des axes routiers, comme cela se fait dans d'autres contextes ou par les groupes d'auto-défense (Schouten, 2022), les combattants extrémistes mettent certaines routes sous blocus afin d'accroître la pression sur les populations (incendies de véhicules, enlèvements d'autocars et de leurs passagers, destruction des ponts...) qui ne sont pas acquises à leur cause. Les combattants déplacent des éléments armés à certains points névralgiques des routes afin de tendre des embuscades aux usagers et de créer ainsi les conditions de l'immobilité des populations. Celles-ci sont ensuite sommées d'adhérer aux dispositifs de soumission en échange d'une ouverture partielle des axes routiers bloqués. Ils mettent ainsi en place des mécanismes de contrôle et de filtrage des usagers de ces routes (autocars et voyageurs), conditionnant la reprise de la circulation aux paiements de sommes exigées, réglées à distance ou sur place selon les cas.

Les blocages routiers ont de graves répercussions sur les relations économiques locales. Les routes relient les différentes foires hebdomadaires, favorisant les échanges entre populations rurales, l'écoulement des produits agricoles et l'approvisionnement en biens essentiels (OCDE/CSAO, 2025). Les attaques, le minage et la destruction des ponts pour empêcher la circulation des véhicules de transport, notamment ceux des forains, perturbent considérablement les activités économiques locales, provoquant une hausse des prix (SIPRI, 2023 ; Tangara, 2024). La Katiba Macina contrôle alors les ressources, surveille les flux commerciaux et impose une hiérarchie de pouvoir basée sur sa capacité à bloquer ou libérer la circulation. Ce contrôle transforme les routes, marchés et carrefours en instruments de domination politique, façonnant un ordre économique et social local sous contrainte armée.

Les travaux cités plus haut montrent l'usage de plus en plus systématique du blocus comme tactique de guerre par les groupes armés extrémistes au Mali et dans le Sahel en général. Pour ces groupes, le blocus devient un moyen ordinaire de pression, visant à contraindre les populations locales non coopératives à engager un dialogue ou à se soumettre à leur autorité. Par ailleurs, dans les contextes étudiés, le blocus oblige également les forces armées régulières à revoir leurs dispositifs sécuritaires et leurs stratégies de lutte contre ces groupes, face aux effets dévastateurs de ces blocus sur les communautés locales, qui entraînent la dégradation des conditions de vie, la malnutrition et une profonde atteinte à l'intégrité physique et morale des individus.

MÉTHODOLOGIE

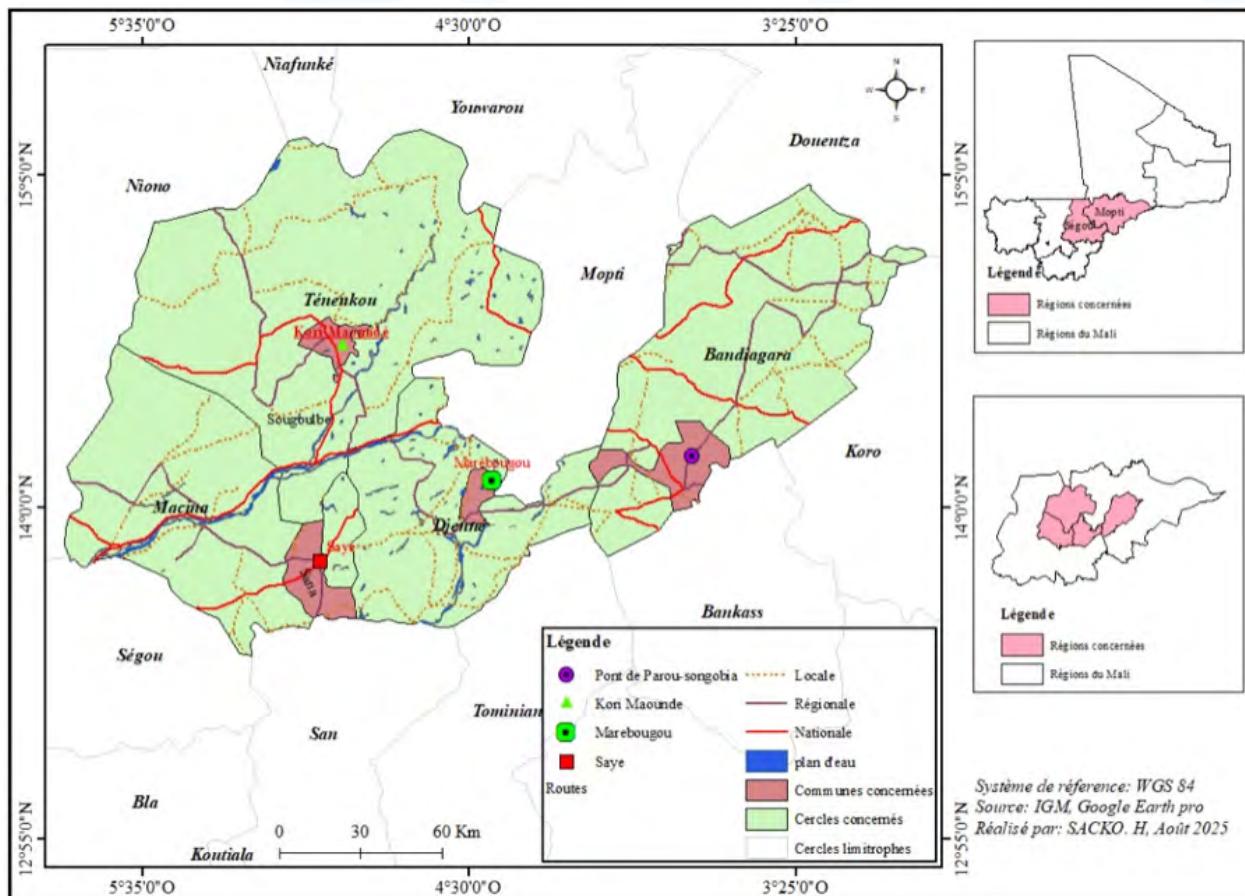
L'ÉTUDE ADOpte
UNE APPROCHE
COMPARATIVE
ENTRE DEUX ZONES
DU MALI OÙ LA
KATIBA MACINA A
REFORCÉ SON IN-
FLUENCE CES DER-
NIÈRES ANNÉES :
LES RÉGIONS DE
BANDIAGARA-MOPTI
ET CELLE DE SÉGOU

La méthodologie adoptée repose sur une approche qualitative combinant des entretiens et une analyse contextuelle. Au total, 48 personnes ont été consultées, dont 10 femmes. Cette démarche vise à appréhender les dynamiques locales d'adaptation face aux situations de blocus dans les zones placées sous l'influence de la Katiba Macina, affiliée au Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM).

ZONE D'ÉTUDE

L'étude adopte une approche comparative entre deux zones du Mali où la Katiba Macina a renforcé son influence ces dernières années : les régions de Bandiagara-Mopti et celle de Ségou. Cette comparaison vise à comprendre les variations dans l'application des tactiques de blocus et les facteurs expliquant ces différences. L'analyse cherche à déterminer dans quelle mesure ces stratégies diffèrent selon les localités, les contextes sociopolitiques, la présence d'acteurs concurrents (groupes d'autodéfense, forces de l'État), les dynamiques de dialogue ou de négociation entre la Katiba Macina et les populations locales, la durée du blocus ainsi que le type de localité (ville, village).

FIGURE 1 : LOCALISATION DE LA ZONE D'ÉTUDE



L'étude a également cherché à déterminer comment les stratégies d'adaptation des populations face aux blocus varient selon les territoires et pourquoi. Les réponses des habitants interviewés dépendent de plusieurs facteurs : la présence d'une force organisée capable de s'opposer par les armes (détachement militaire, groupe d'autodéfense), l'implication d'acteurs externes (ONG humanitaires ou de médiation)⁶.

⁶ Il s'agit dans ce cas d'organisations spécialisées dans la médiation de conflit tel que HD (Humanitarian Dialogue) ou Promédiation par exemple.

PERTINENCE DU FOCUS GÉOGRAPHIQUE

Bandiagara et Mopti : terrains d'expérimentation des stratégies de la Katiba Macina

Dans les régions de Bandiagara et de Mopti, l'étude s'est concentrée essentiellement sur les localités de Marébougou (cercle de Djenné), Kori-Maoundé (cercle de Bandiagara), ainsi que le pont Parou-Songobia, situé sur la route nationale n° 15 reliant Bankass à Bandiagara. Ces trois localités ont été choisies pour illustrer les différentes stratégies adoptées par les combattants de la Katiba Macina⁷ vis-à-vis des populations locales.

Les mesures coercitives mises en place par les combattants (groupes armés) dans ces localités répondent à plusieurs objectifs stratégiques qui visent à asseoir l'influence politique et militaire du groupe sur les territoires. Lorsqu'elle est confrontée à des résistances, la Katiba Macina impose des blocus à des degrés variables qui limitent drastiquement l'approvisionnement en nourriture, en médicaments et en carburant. Ces résistances émanent principalement de populations civiles, de chefs communautaires et, dans certains cas, de groupes d'autodéfense, qui refusent de se soumettre et de collaborer avec les combattants djihadistes ou qui apportent un soutien discret aux forces armées régulières.

Ce dispositif de contrôle et de pression affaiblit la capacité de résistance des communautés locales, les contraignant à composer avec son autorité. Cette privation forcée crée une dépendance accrue des populations, les incitant à négocier ou à se soumettre pour assurer leur survie. En parallèle, ces restrictions visent à dissuader toute collaboration avec les forces armées régulières (donc avec l'État) ou avec les groupes d'autodéfense. Ces derniers sont perçus comme des menaces à l'ordre que les combattants de la Katiba Macina cherchent à imposer.

LE VILLAGE DE SAYE⁸

Bien que relevant administrativement de la région de Ségou, le village de Saye est, dans la pratique, en termes de mobilité et d'interconnexions, davantage tourné vers les localités de la région de San (nouveau découpage administratif). Il est intéressant d'analyser les dynamiques autour du village de Saye, placé sous blocus par la Katiba Macina depuis avril 2024, entraînant des conséquences dramatiques pour les populations locales.

Saye se situe dans une zone stratégique reliant Djenné et San, deux corridors où la Katiba Macina cherche à renforcer son influence. Les environs de Djenné ville sont désormais sous une influence croissante de la Katiba Macina, avec peu de résistance armée des groupes d'autodéfense locaux⁹, ce qui facilite son implantation progressive. En revanche, San représente un enjeu crucial : elle permet l'accès au fleuve Bani, point névralgique pour le contrôle des flux de marchandises, du bétail et des déplacements de Benenikenyi (près de San) à Djenné avant de continuer vers Mopti où le Bani rencontre le cours principal du fleuve Niger. En consolidant sa présence autour de Saye, la Katiba Macina cherche ainsi à maîtriser ces axes clés, à renforcer son emprise sur les routes commerciales et à étendre son contrôle territorial dans la région (Tangara, 2024).

Le blocus imposé au village de Saye s'inscrit dans une stratégie progressive de soumission : la Katiba Macina avait d'abord obtenu la coopération de plusieurs villages environnants à travers des pactes de non-agression, en échange de la rupture de toute forme de collaboration avec les forces armées régulières et de leur retrait de toute initiative d'autodéfense. Ces pactes visaient à faire reconnaître l'autorité du groupe armé par les communautés locales, ainsi que l'adoption de pratiques vestimentaires (voile des femmes) et économiques (paiement des prélèvements forcés) imposées par les combattants. Cependant, le chef de village de Saye, considérant que son village avait déjà subi des pertes économiques majeures (vols de troupeaux, assassinats et représailles), a refusé de se soumettre, estimant qu'il n'avait plus rien à préserver. En réponse, la Katiba Macina a décrété un blocus total sur Saye, isolant la population et limitant drastiquement ses déplacements.

Le cas de Saye relève ainsi d'une forme de résistance observée dans certaines localités du plateau de Bandiagara, où des chefs de village se sont opposés à l'emprise des groupes armés. Ils disposaient de

IL EST INTÉRESSANT D'ANALYSER LES DYNAMIQUES AU-TOUR DU VILLAGE DE SAYE, PLACÉ SOUS BLOCUS PAR LA KATIBA MACINA DEPUIS AVRIL 2024, ENTRAÎNANT DES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES POUR LES POPULATIONS LOCALES

⁷ Dans le présent rapport, les combattants djihadistes auxquels nous nous référons sont essentiellement affiliés à la Katiba Macina. Ce groupe est le principal acteur opérant dans les régions centrales du Mali. Si ce groupe fait partie du conglomérat djihadiste JNIM avec d'autres groupes armés, dans les zones d'enquête couvertes par ce rapport, l'évocation des combattants djihadistes renvoie principalement à la Katiba Macina. ⁸ Comparé à Marébougou et à Kori-Maoundé, Saye est une localité avec une identité historique et politique plus forte et une population plus importante. Plus petite que les villes moyennes voisines comme Djenné et San, Saye est comparable à Macina et Tenenkou. C'est aussi ce statut qui explique le fait que les habitants des villages et hameaux de cultures détruits par les djihadistes affluent vers Saye. ⁹ La majorité des groupes d'autodéfense qui s'étaient constitués entre 2017 et 2021 ont été défaits lors de différents épisodes de confrontations armées avec les djihadistes.

ressources matérielles (groupes d'autodéfense, réseau social influent localement, présence de l'armée) et symboliques (mémoire historique collective de résistance, prestige maraboutique) pour contrer les pouvoirs extérieurs. Dans ce contexte, il est intéressant de comparer leur expérience avec celle d'autres communautés qui, bien qu'ayant également accepté des arrangements avec la Katiba Macina, ne subissent pas les mêmes restrictions. Une telle comparaison offre des clés de compréhension approfondie des critères qui déterminent l'imposition de blocus.

Ces éléments montrent l'intérêt d'analyser les situations de mise sous blocus dans les zones de Saye, Marébougou, Kori-Maoundé et au pont de Parou-Songobia, réparties entre les régions de Bandiagara, Mopti et Ségou. Du fait de contraintes de temps, la collecte des données s'est faite sur un échantillonnage.

TECHNIQUE D'ÉCHANTILLONNAGE ET POPULATION ÉTUDIÉE

L'échantillonnage repose principalement sur une approche raisonnée, prenant en compte la fonction sociale et le rôle des personnes interrogées dans leur communauté. En complément, la méthode dite « boule de neige » a été utilisée, permettant d'identifier d'autres profils pertinents à partir des recommandations des premiers participants, notamment pour aborder les aspects sensibles de l'étude.

Les personnes interviewées occupent, en général, des rôles d'interface ou d'intermédiation au sein de leur communauté. Il s'agit entre autres d'imams, de présidents d'associations de jeunes, de présidentes d'associations de femmes, d'agents d'organisations non gouvernementales (ONG), de transporteurs et d'animateurs de radios communautaires. Selon leur position sociale, leur activité ou leur profession, ces individus servent de relais entre leur communauté et les groupes armés. Ce rôle d'intermédiation a justifié le choix de ces différents profils pour les entretiens. Afin de refléter la diversité des expériences vécues sous blocus, nous avons également interrogé des habitants sans position sociale particulière, mais dont le quotidien est fortement affecté. Les entretiens ont permis de mieux comprendre la vie sous contrainte, les stratégies de survie et la perception des transformations imposées par les groupes armés. Ce rôle apparaît clairement à travers certaines catégories socio-professionnelles, notamment les commerçants et les transporteurs, qui occupent une place centrale dans notre enquête, en raison de leur fonction essentielle dans le maintien des flux de biens entre les villages assiégés et les centres urbains.

Certains parviennent à négocier des couloirs de passage avec les groupes armés pour continuer à ravitailler les villages en produits de base (aliments, médicaments, carburant, pièces de rechange), ou pour acheminer le bétail et les marchandises vers les marchés régionaux. Ces acteurs restent aujourd'hui les maillons essentiels du lien économique entre villes et campagnes.

Nous avons également interrogé des figures coutumières et religieuses, certaines ayant joué un rôle actif dans la médiation communautaire, la facilitation de la cohabitation ou la mobilisation de la résistance. Dans plusieurs localités, les femmes et les jeunes se sont révélés être des acteurs majeurs dans la négociation de pactes de trêve ou de cohabitation avec les groupes armés, notamment pour garantir l'accès aux ressources et la continuité de certaines activités économiques (pêche, transhumance, agriculture).

Enfin, nous avons également interrogé des élus locaux et des agents techniques (santé, élevage, agriculture). Certains continuent à intervenir dans des zones sous influence armée. Leurs témoignages apportent des éclairages précieux sur les formes d'adaptation des services publics et sur la manière dont ces professionnels assurent leur mission malgré les risques.

La diversité des profils interrogés a permis de produire une lecture fine et contextualisée des modes de vie sous blocus, en croisant les voix d'acteurs aux fonctions différentes mais complémentaires.

IL EST INTÉRESSANT DE COMPARER LEUR EXPÉRIENCE AVEC CELLE D'AUTRES COMMUNAUTÉS QUI, BIEN QU'AYANT ÉGALEMENT ACCEPTÉ DES ARRANGEMENTS AVEC LA KATIBA MACINA, NE SUBISSENT PAS LES MÊMES RESTRICTIONS. UNE TELLE COMPARAISON OFFRE DES CLÉS DE COMPRÉHENSION APPROFONDIE DES CRITÈRES QUI DÉTERMINENT L'IMPOSITION DE BLOCUS

INSTRUMENT DE COLLECTE DES DONNÉES

La collecte des données s'appuie sur deux outils principaux : l'entretien semi-directif et l'analyse documentaire. L'analyse documentaire repose sur la littérature académique, des rapports d'ONG et d'institutions internationales. Nous avons également mobilisé des données issues de la presse malienne pour contextualiser et mieux caractériser les différents cas d'étude.

Les entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des habitants de Saye, Djenné, Marébougou, Kori-Maoundé ainsi que d'autres acteurs comme les transporteurs et les agents d'ONG. Cette phase de collecte de données, menée du 5 mai au 30 juin, s'est basée sur la méthodologie de collecte de données de l'Enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques (ECRIS) (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994). Cette approche a été retenue car elle permet d'analyser les dynamiques sociales et politiques en contexte de conflit ou de transformation sociale. Contrairement aux approches ethnographiques classiques ou aux méthodes d'enquête accélérées, la méthode ECRIS se situe à mi-chemin entre l'analyse approfondie du terrain et la démarche comparative, permettant une collecte de données rapide et structurée. En outre, elle facilite l'identification et l'étude des conflits locaux comme clés de lecture des rapports de pouvoir et des transformations sociales. Elle considère les villages et communautés non comme des entités homogènes et consensuelles, mais comme des arènes où se confrontent divers groupes stratégiques aux intérêts parfois divergents (Bisoka et al., 2024).

Dans un contexte de recherche appliquée, notre étude confirme la pertinence d'ECRIS pour comprendre les dynamiques locales, les tensions entre acteurs et les stratégies d'adaptation des populations face aux restrictions imposées par les groupes armés. Cette méthode a permis d'identifier les formes de contrôle exercées par la Katiba Macina et les réactions des communautés locales en fournissant des indicateurs comparables d'un site à l'autre.

SENSIBILITÉ DU TERRAIN ET STRATÉGIE DE COLLECTE ADOPTÉE

LA NOTION DE « TERRAIN SENSIBLE » FAIT L'OBJET DE MULTIPLES DÉFINITIONS SANS CONTOURS STRICTEMENT ÉTABLIS. ELLE DÉSIGNÉ GÉNÉRALEMENT UN ESPACE D'ENQUÊTE DIFFICILE D'ACCÈS, EN RAISON DE L'INSÉCURITÉ, DE LA CONFLICTUALITÉ OU DE LA VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS CONCERNÉES (HAGBERG & KÖRLING, 2015)

La notion de « terrain sensible » fait l'objet de multiples définitions sans contours strictement établis. Elle désigne généralement un espace d'enquête difficile d'accès, en raison de l'insécurité, de la conflictualité ou de la vulnérabilité des populations concernées (Hagberg & Körling, 2015). Dans le cadre de notre recherche, l'ensemble des études de cas se situe dans des zones marquées par la présence de groupes armés et de conflits prolongés, rendant l'accès aux sites extrêmement complexe (Hamani, 2025). Ces conditions ont exigé une stratégie méthodologique adaptée, permettant la collecte d'informations tout en limitant les risques pour les chercheurs et les enquêtés.

Travailler sur des terrains sensibles implique des ajustements constants, bien au-delà des considérations méthodologiques classiques. Notre recherche s'inscrit dans une réalité marquée par les émotions et les tensions vécues par les chercheurs : peur, stress, incertitude, empathie, voire sidération (Boumaza & Campana, 2007). Dans ce type de contexte, Hagberg et Körling (2015) recommandent une approche combinant l'usage des outils numériques et l'appui sur des informateurs de confiance. Nous avons retenu cette orientation en mobilisant des réseaux de connaissances préexistants, composés d'enquêteurs locaux, de leaders communautaires et de partenaires associatifs.

Pour assurer la sécurité et l'accessibilité, les entretiens ont été organisés dans des localités plus sûres et facilement accessibles. Ainsi, pour les villages de Saye et Marébougou, la ville de Djenné a été retenue comme lieu de rencontre, notamment les lundis, jour de la foire hebdomadaire. Pour Kori-Maoundé, les entretiens se sont déroulés à Sévaré. Cette approche permettait d'inviter les participants dans un environnement plus sécurisé. Cependant, pour Saye, la majorité des entretiens a été réalisée par téléphone, les contraintes de sécurité empêchant les personnes concernées de se déplacer à Djenné.

En plus des trois villages (Marébougou, Saye et Kori-Maoundé), l'enquête menée sur le pont Parou-Songobia visait à documenter les effets des blocus armés sur les mobilités, les flux commerciaux et les formes locales de gouvernance sous contrainte. Les entretiens ont été réalisés auprès de plusieurs catégories d'acteurs : transporteurs, agents d'ONG opérant dans la région et représentants d'associations de jeunes dogon, notamment le Collectif des associations de jeunes du pays Dogon. Les enquêtes menées dans les localités sous influence des groupes djihadistes, en par-

SI CERTAINS INTER-
LOCUTEURS ONT
ACCEPTÉ DE TÉMOI-
GNER, D'AUTRES
(EN PARTICULIER
CERTAINES COMPA-
GNIES DE TRANS-
PORT) ONT REFUSÉ
DE NOUS RECEVOIR

ticulier celles placées sous blocus, ont exigé une réadaptation constante du protocole de recherche, voire un redéploiement de l'enquête. Ce redéploiement s'est effectué sur d'autres espaces présentant des caractéristiques similaires, permettant de comprendre les dynamiques de la vie quotidienne des populations rurales vivant sous blocus djihadiste depuis plusieurs années. En choisissant un point de passage, le pont Parou-Songobia, nous avons voulu mettre en évidence un dispositif coercitif inédit instauré par la Katiba Macina dans la région de Bandiagara depuis 2019.

Si certains interlocuteurs ont accepté de témoigner, d'autres (en particulier certaines compagnies de transport) ont refusé de nous recevoir. Cette réticence s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, la plupart des compagnies routières opérant sur cet axe sont originaires de zones directement touchées par le conflit, notamment Bandiagara, Bankass ou Koro. D'autre part, le silence de certains acteurs est lié à la contrainte représailles. Comme l'ont confié plusieurs transporteurs, « les djihadistes connaissent tout le monde » : les appartenances sociales, familiales et géographiques sont connues, et toute prise de parole publique est perçue comme un acte à haut risque.

Ces éléments révèlent l'intensité des pressions subies par les usagers de cette route et la manière dont la présence des groupes armés infiltre les espaces de parole, de travail et de déplacement. Le silence et l'autocensure observés sont autant de symptômes de la reconfiguration de l'espace public désormais régi par la violence et la menace de son usage.

MÉTHODE D'ANALYSE DES DONNÉES

Pour l'analyse des données, nous avons adopté une approche par études de cas. Nous sommes partis du postulat qu'une étude de cas consiste à sélectionner des éléments empiriques dont certaines caractéristiques sont mises en évidence pour analyser un fait social donné (Lund, 2014). Dans cette perspective, les données recueillies à Marébougou, Saye, Kori-Maoundé et autour du pont de Parou-Songobia constituent des situations concrètes permettant de décrire et d'analyser, de manière comparative, les effets des blocus ainsi que les modes d'organisation de la vie quotidienne dans des villages sous l'influence de la Katiba Macina. Ces analyses ont permis d'identifier diverses dynamiques sociales – résistance, cohabitation ou soumission – face aux pressions exercées par les groupes armés.

Après avoir cerné les spécificités propres à chaque cas, nous avons dégagé des aspects transversaux dans les modes de contrôle politique et social imposés par les combattants de la Katiba Macina au centre du Mali. Ces éléments récurrents incluent la restriction des mobilités, le contrôle de l'accès aux terres agricoles et aux pâturages, ainsi que les stratégies d'affaiblissement des populations (par la faim ou l'isolement) visant à les contraindre à la soumission.

Avant d'aborder l'analyse, une caractérisation contextualisée des études de cas est présentée.

MARÉBOUGOU

Marébougou est un village de la commune de Femaye, situé dans le cercle de Djenné, région de Mopti. Sa population est principalement composée de Bozo et Bamanan. Bien qu'il ne soit pas chef-lieu, le village disposait avant la mise sous blocus d'un marché local très actif, intégré aux circuits commerciaux régionaux reliant Djenné, Sofara, Kouakourou et Taga. Cet ancrage faisait de Marébougou un maillon essentiel des échanges locaux, avant qu'il ne soit soumis à un blocus total à partir d'octobre 2021, puis à un blocus partiel encore en vigueur aujourd'hui, à la suite de l'acceptation d'un pacte de soumission avec la Katiba Macina et d'une opération des forces armées maliennes au début de 2022.

Sur le plan économique, l'agriculture vivrière constituait l'une des principales activités, essentiellement destinée à l'autoconsommation, mais une partie des récoltes était commercialisée. L'élevage représentait la ressource économique dominante, tandis que le commerce, souvent pratiqué par les femmes, s'orientait principalement vers les marchés de Djenné, Sofara, Kouakourou et Taga. À ces activités s'ajoutait un artisanat léger, assuré par quelques ménages qui produisent des outils agricoles (houes), des nattes et de petits objets utilitaires. Les circuits d'approvisionnement, assurés jusque-là par des véhicules et des tricycles, rendaient la mobilité relativement fluide avant l'imposition du blocus.

Le village se situe dans une zone humide deltaïque marquée par une forte saisonnalité hydroclimatique. Pendant l'hivernage, les plaines sont inondées, favorisant la riziculture, l'accueil des troupeaux et la pêche. À la saison sèche, le paysage devient une plaine parsemée de poches de verdure et de points d'eau résiduels. Ce double visage faisait de Marébougou un espace productif stratégique, combinant pâturage, pêche et agriculture. Ces caractéristiques expliquent en partie pourquoi le village est devenu une cible dans le contexte des blocus.

Marébougou a été mis sous blocus à la suite du refus de la population d'appliquer les injonctions de groupes armés djihadistes. Entre juillet et août 2021, ces groupes avaient exigé l'instauration de la charia comprenant les prélèvements forcés (zakât) sur les récoltes et le bétail, l'interdiction de la musique, la restriction des cérémonies et l'imposition du port du voile pour les femmes. Face au rejet de ces demandes et au refus de signer un pacte avec la Katiba Macina, le village a été placé sous un blocus total pendant six mois, interdisant toute entrée ou sortie au-delà d'un périmètre de 500 mètres.

Le blocus a eu des conséquences profondes et multiples sur la vie du village. Il a d'abord provoqué un isolement total, rompant les circuits commerciaux et interdisant l'accès aux marchés voisins, notamment celui de Sofara. Cet encerclement s'est accompagné de violences ciblées : assassinats d'éleveurs autour du village,



meurtres de cultivateurs dans les champs, enlèvements massifs de bétail et agressions contre les femmes, souvent battues lorsqu'elles s'aventuraient en brousse pour chercher du bois de chauffe. Ces attaques ont également conduit à la fermeture de l'école et à la désintégration progressive de la vie sociale et communautaire. Enfin, le blocus a entraîné une insécurité alimentaire, une détérioration des conditions sanitaires et un sentiment d'insécurité généralisée, fragilisant durablement les capacités de résilience des populations locales.

SAYE

Le village de Saye se situe dans la commune éponyme, région de Ségou, sur la route nationale n° 27 (RN 27). Ancien centre administratif d'arrondissement, il constitue aujourd'hui un pôle local important au sein d'une commune qui s'étend sur 673 km² et comptait environ 57 955 habitants en 2009 (RGPH, 2009)¹⁰, répartis dans 27 villages. Plusieurs d'entre eux ont été vidés de leur population à la suite d'attaques armées. En 2023, au moins 14 villages environnants ont été abandonnés, leurs habitants s'étant réfugiés à Saye. La commune fait partie de la zone irriguée de l'Office du Niger, ce qui en fait un espace agricole stratégique.

La population de Saye est majoritairement composée de Bamanan, aux côtés de communautés peules et bozo, notamment dans les zones riveraines et parmi les groupes pratiquant l'élevage et la pêche. L'économie locale repose essentiellement sur les activités agro-pastorales, complétées par le commerce et l'artisanat. L'agriculture constitue le pilier central, avec une prédomi-

¹⁰ Nous nous appuyons sur les données du RGPH 2009 en raison de l'inaccessibilité de la base de données du RGPH 2022. Par ailleurs, le rapport de ce dernier, bien que accessible au public, ne fournit pas de données désagrégées au niveau des communes et des villages.

nance de la production céréalière (riz, mil, sorgho), mais également de cultures de rente telles que le coton et la canne à sucre. L'élevage occupe également une place importante, à travers la garde de bovins, ovins et caprins, ainsi que des pratiques modernes d'embouche bovine.

Avant le blocus, le commerce jouait un rôle clé dans l'économie de Saye grâce aux foires hebdomadaires reliant la ville aux marchés régionaux. Ces foires permettaient l'écoulement de produits variés (céréales, poissons, fruits et légumes, artisanat local), tandis qu'un artisanat dynamique fournissait poteries, nattes et éventails traditionnels. La population active comptait également des transporteurs, maçons, bouchers et tisserands.

Depuis 2023, la mise sous blocus du village a profondément désorganisé la structure économique et sociale, entraînant de nombreuses reconversions forcées. L'immobilité imposée par le blocus, entraînant l'inaccessibilité des parcelles agricoles et des parcours pastoraux, a circonscrit les activités masculines au périmètre du village et mis fin aux activités liées à l'espace non domestique. Dans ce contexte, les femmes sont perçues par les groupes armés comme moins menaçantes, ce qui leur permet, dans certains cas, de franchir les périmètres délimités sans encourrir immédiatement des représailles létales. Toutefois, ces incursions ne sont pas exemptes de risques : elles peuvent être exposées à des violences physiques, des insultes, des menaces ou la confiscation du bois qu'elles transportent. Les entretiens menés dans le cadre de cette recherche n'ont pas révélé de cas de violences sexuelles à Saye, bien que de tels actes aient été documentés dans d'autres localités du centre du Mali, notamment dans les cercles de Koro et de Bankass.

À l'inverse, les hommes qui enfreignent ces limites territoriales sont généralement perçus comme une menace directe et font l'objet de sanctions plus sévères, pouvant aller jusqu'à l'élimination physique. Cette asymétrie dans la gestion des infractions explique la reconversion de certains hommes vers des activités domestiques, telles que la fabrication de nattes, d'éventails et d'autres objets du quotidien. Les matériaux nécessaires à ces productions artisanales sont souvent collectés par les femmes, dont les déplacements transgressifs, bien que risqués, restent tolérés dans une certaine mesure par les groupes armés.

Les autres matériaux indispensables à la confection de ces objets du quotidien sont achetés à la foire hebdomadaire de Matomo, situé à 3 km, accessible uniquement le mercredi sous escorte militaire d'un détachement de l'armée malienne basé à proximité. Le travail des femmes s'est quant à lui réduit à la collecte et à la vente de bois mort, les exposant à des violences¹¹ infligées par des groupes armés extrémistes de la Katiba.

Le secteur agricole fonctionne au ralenti depuis trois ans, en raison de l'accès limité aux champs, tandis que l'élevage est fortement perturbé par les vols massifs de bétail. Le commerce est pratiquement à l'arrêt en raison de la fermeture des marchés, du blocage de certains axes routiers (comme l'axe Bélenitien-San) et de l'insécurité persistante. Les services culturels et les radios locales

sont également à l'arrêt, accentuant l'isolement et la fragilisation de la commune.

L'analyse des interconnexions commerciales de Saye met en évidence la centralité des foires hebdomadaires dans la structuration de l'économie locale. Avant le blocus, les habitants bénéficiaient d'un maillage dense de marchés (Djenné, San, Djafarabé, Matomo, Saro, Macina, Sofara), accessibles plusieurs jours par semaine, assurant la fluidité des échanges, la diversification des débouchés et l'intégration de Saye dans un réseau économique élargi. La pluralité des moyens de transport (tricycles, voitures, minibus) renforçait cette mobilité commerciale et sociale. La mise sous blocus a brutalement rompu ces interconnexions : désormais, seule la foire de Matomo reste accessible, et uniquement sous escorte militaire. La fermeture ou le contrôle armé des autres axes entraîne une contraction de l'espace économique, une dépendance accrue à un marché unique et une fragilisation des mécanismes de subsistance.

KORI-MAOUNDÉ

Kori-Maoundé est un village situé dans la commune de Pignari Bana, le long de l'axe Bandiagara-Sévaré, dans la région de Mopti. La population, composée principalement de Dogon et de Peul, entretenait des relations de complémentarité et de convivialité harmonieuse avant que les violences n'éclatent autour de 2015 (Crisis Group, 2015). À cette époque, la cohabitation reposait sur une interdépendance économique et sur l'échange régulier de produits issus de l'agriculture et de l'élevage (Thibaud, 2005). Ce contexte a été gravement affecté par le conflit. Les violences dans d'autres secteurs de la région de Bandiagara ont créé un climat de suspicion et de méfiance entre Dogon et Peul, ces derniers étant souvent accusés de collusion avec des groupes djihadistes (Crisis Group, 2018 ; Poudiougou, 2024a).

Sur le plan économique, l'agriculture était l'activité principale, basée sur des cultures vivrières telles que le mil, le sorgho, l'arachide, le voandzou, le niébé, le sésame, l'oseille et le riz pluvial. Le maraîchage, avec des échalotes, tomates, piments, aubergines et laitues, était largement pratiqué par les femmes pour des fins commerciales. L'élevage, principalement sédentaire, incluait bovins, ovins, caprins et volailles, complétant ces activités. L'artisanat (tannerie, teinture de tissus), la maçonnerie et la menuiserie, souvent organisés en associations locales d'entraide, étaient aussi présents. Le commerce s'organisait autour des foires hebdomadaires de Bandiagara, Goundaga et Allaye Kokolo, qui attiraient les habitants. Le transport reposait sur des moyens comme les minibus, charrettes à cheval, motos et vélos, permettant la circulation des biens et des personnes.

Les liens économiques de Kori-Maoundé avec Bandiagara, Sévaré et Goundaga étaient cruciaux pour l'approvisionnement en produits de base et la commercialisation des productions locales. La rupture de ces circuits commerciaux, due à la crise sécuritaire, a gravement perturbé l'économie du village et fragilisé les moyens de subsistance.

¹¹ Les femmes étant perçues comme moins menaçantes par les combattants armés, le fait de sortir du périmètre délimité n'expose pas automatiquement à la mort. Elles peuvent faire objet de violence (chicotte, insulte, menace) tandis que les hommes retrouvés en ces mêmes endroits sont systématiquement abattus.

La sécurité s'est détériorée davantage à partir de 2018 (Crisis Group, 2018). Depuis, le village subit des attaques, des interdictions d'accès aux champs et des blocus. En 2023, un véhicule de forains a été incendié à la gare routière de Kori-Maoundé, ayant causé plusieurs morts et l'arrêt des transports de passagers. En novembre 2024, la situation a empiré avec une interdiction totale d'accès aux champs, selon un responsable chargé des questions scolaires¹². Ces incidents ont renforcé l'isolement, objectif recherché par les groupes djihadistes, et entraîné une désorganisation socio-économique importante.

Face aux menaces, les chasseurs donsow¹³ locaux ont constitué un groupe d'autodéfense intégré à la milice Dan Na Ambassagou, sous l'initiative de Youssouf Toloba, son chef. Ce groupe assure la protection du village depuis 2018, avec un filtrage strict des entrées. La présence de Dan Na Ambassagou, perçue comme une menace par les groupes djihadistes, explique en partie le ciblage du village.

Les blocus et attaques contre Kori-Maoundé s'inscrivent dans plusieurs logiques : le refus du village de signer les accords¹⁴ imposés par la Katiba Macina, la sanction de la présence de milices d'autodéfense, la volonté d'imposer une autorité djihadiste et le contrôle des flux économiques locaux. Ces violences se traduisent par des interdictions de cultiver les champs, des vols de bétail, des assassinats ciblés, l'incendie de véhicules et l'isolement du village. Les localités qui subissent une forte influence de Dan Na Ambassagou, comme Kori-Maoundé, ont peu de possibilités de dialoguer sur des enjeux spécifiques propres à leurs villages. Elles sont contraintes de suivre les positions de Dan Na Ambassagou sous l'autorité de son chef Toloba. C'est pourquoi, dans la région de Bandiagara, les villages du plateau, où Dan Na Ambassagou a une forte influence, mènent peu d'initiatives de dialogue direct avec les combattants de la Katiba Macina. En revanche, les villages de plaine, notamment dans les cercles de Koro et de Bankass, plus accessibles aux incursions et plus exposés aux violences djihadistes, sont ceux qui ont le plus adhéré aux accords locaux.

Les impacts sur la population sont importants : fermeture de l'école dès les premières attaques, effondrement de l'économie agricole et maraîchère, disparition du commerce local et aggravation de l'insécurité alimentaire. Face à cette situation, les habitants appellent à une aide alimentaire d'urgence, à la relance des activités agricoles, à la sécurisation des routes, ainsi qu'à la réouverture de l'école et des marchés.

En somme, Kori-Maoundé illustre la situation critique des villages du pays Dogon : un espace historiquement dynamique et interconnecté, aujourd'hui pris dans l'étau des violences armées, des blocus et de l'isolement, avec une économie locale désarticulée et une vie sociale profondément déstructurée.

CES INCIDENTS ONT RENFORCÉ L'ISOLEMENT, OB- JECTIF RECHERCHÉ PAR LES GROUPES DJIHADISTES, ET ENTRAÎNÉ UNE DÉ- SORGANISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE IMPORTANTE

¹² Entretien avec un responsable scolaire de Kori-Maoundé, Sévaré, juin 2025. ¹³ Les termes donso et donzo (pluriel donsow) sont interchangeables et désignent les membres de la confrérie des chasseurs traditionnels en Afrique de l'Ouest. Ces confréries occupent une place légitime, tant sur le plan historique que populaire, dans la majorité des sociétés d'Afrique de l'Ouest. Ces groupes d'hommes armés se rassemblent au sein d'une association appelée donso-ton (association des chasseurs), et partagent un mode de vie spécifique, la donso-ya (la voie des chasseurs) (Cissé, 1994 ; Sidibé, 2020). Leur organisation interne est hiérarchisée en trois principaux niveaux, déterminés par le degré de connaissance, lui-même lié à l'ancienneté dans la confrérie : le donso-kalanden (chasseur novice ou apprenti), le donso-ba (grand chasseur ou maître chasseur, détenteur du savoir nécessaire pour enseigner la donso-ya), et le donso-kuntigi (chef des chasseurs, généralement un membre expérimenté dirigeant la confrérie dans une localité). Au fil de l'histoire, cette confrérie a joué plusieurs rôles : pourvoyeur de viande pour les villages grâce à la chasse, mais aussi protecteur des communautés contre les menaces internes ou externes. Cette double fonction a conféré aux donsow une légitimité historique dans la gestion de la violence coercitive et la défense armée contre les agressions, qu'elles soient visibles ou invisibles. Lors des conflits armés en Afrique de l'Ouest, ils se sont souvent mobilisés sous différentes formes : les Kamajors lors des conflits autour du fleuve Mano (au Liberia et en Sierra Leone), les donzo pendant la guerre civile en Côte d'Ivoire, et plus récemment au Burkina Faso et au Mali, où l'insécurité rurale et l'absence des forces de sécurité ont favorisé l'émergence de diverses milices d'autodéfense se réclamant des donsow. Pour aller plus loin, voir Poudiougou, I. (2024). « Dan Na Ambassagou, un mouvement d'autodéfense armé en pays Dogon », *Anthropos*, 118(2), 395-418 (à partir de la p. 407). ¹⁴ Entre 2019 et 2021, dans le cercle de Koro, une série d'accords a été signée, posant les bases de ce qui est désormais communément appelé « accords locaux » ou Benkan. Ces pactes, signés par les chefs coutumiers communautaires (dogons, peuls, bamana, daïng, etc.) sous la surveillance des combattants djihadistes étaient souvent facilités par des ONG de médiation. Les groupes armés imposent ces pactes avec des clauses écrites et orales, évolutives selon les contextes de sécurité et les objectifs politico-militaires et économiques de la Katiba Macina. Dans le centre du Mali, plusieurs accords locaux ont été conclus sans véritable dialogue ni négociation directe avec les groupes armés tels que la Katiba Macina. Les ONG de médiation, censées faciliter le processus de paix, ont souvent servi de relais pour transmettre les conditions imposées par les combattants, notamment pour lever des blocus ou autoriser l'accès à certaines foires. Cette approche a mis à l'écart les principes fondamentaux de la médiation, en particulier l'impartialité et l'inclusivité des parties prenantes. Par ailleurs, bien que les médiateurs interagissent principalement avec les membres du JNIM, ces derniers ne signent jamais les accords, laissant les leaders communautaires seuls à engager leurs populations. Cette asymétrie soulève des questions éthiques majeures sur la responsabilité des acteurs de la médiation, qui exposent les communautés locales à des engagements unilatéraux sans garantie de reciprocité ni reconnaissance formelle des groupes armés.

SI CERTAINS INTER-
LOCUTEURS ONT
ACCEPTÉ DE TÉMOI-
GNER, D'AUTRES
(EN PARTICULIER
CERTAINES COMPA-
GNIES DE TRANS-
PORT) ONT REFUSÉ
DE NOUS RECEVOIR

LE PONT PAROU-SONGOBIA

Le pont de Parou-Songobia est une infrastructure stratégique située sur la route nationale n° 15 (RN15), connectant plusieurs localités du centre du Mali telles que Sévaré, Bandiagara, Bankass et Koro, et assurant une connexion avec le Burkina Faso. Situé à environ 25 km au sud-ouest de Bandiagara, ce pont concentre une part importante du trafic routier régional et représente un point de passage essentiel pour les populations des cercles de Koro et de Bankass vers les autres régions du pays.

Dans la presse malienne, la RN15 est fréquemment qualifiée de « route de la mort », de « route d'hécatombe » ou encore de « tombeau à ciel ouvert »¹⁵ (Guindo, 2020a). Ces expressions traduisent l'ampleur des drames vécus par les voyageurs et les commerçants qui l'empruntent. Depuis 2017, cette route stratégique est devenue l'un des symboles de l'insécurité en raison du nombre élevé de civils tués ou enlevés par des groupes armés. Selon le mouvement Baguine Sô¹⁶, entre 2017 et fin 2020, pas moins de 116 personnes ont été tuées lors d'attaques menées autour du pont de Parou-Songobia. Cet axe est ainsi considéré comme l'un des tronçons les plus meurtriers du centre du Mali¹⁷ (Guindo, 2020b).

À titre d'illustration, le 3 novembre 2020, un minibus transportant des civils a été attaqué, faisant huit morts. Deux jours plus tard, un autre minibus a été pris pour cible, causant huit morts et huit blessés, dont des femmes et des enfants¹⁸ (Diallo, 2020). Le 19 avril 2022, une attaque contre des forains a entraîné la mort d'une personne. En novembre et décembre 2023, les villages de Barassoro (cercle de Bankass) et d'Allaye Kokolo (cercle de Bandiagara) ont également été attaqués, causant respectivement trois et six morts. Ainsi, entre 2017 et 2024, le bilan cumulé s'élève à au moins 120 victimes civiles (femmes, enfants et personnes non armées) tuées lors d'attaques visant aussi bien des véhicules de transport que des marchés ou des villages.

Malgré son importance stratégique, l'axe du pont de Parou-Songobia demeure non sécurisé et continue de subir des attaques répétées de groupes armés, ainsi que des enlèvements de cars et de passagers. Plusieurs villages du cercle de Bankass, dont certains, proches du pont, sont placés sous blocus ou soumis à des restrictions de mouvements imposées par les groupes armés. L'une de leurs stratégies consiste à exiger la signature d'accords locaux en échange des facilités de « mobilité ». Cette stratégie se manifeste au quotidien dans les traitements différenciés des populations des communes de Baye et d'Ouenkoro, de Madougou, de Pel-Maoundé ou de Dangaténé, toutes signataires des accords et bénéficiant d'un certain droit de passage. À l'inverse, les villages opposés à la soumission imposée par les combattants de la Katiba Macina sont objets d'assassinats, d'incendie des autocars, d'enlèvements et de disparition des personnes, des véhicules et des biens transportés¹⁹ (Guindo, 2022a).

Ces accords, contraignants, permettent aux habitants des villages signataires de circuler sous une mobilité restreinte : lors des contrôles routiers, ils sont généralement épargnés, tandis que ceux des villages non signataires sont exposés à des arrestations, voire à des enlèvements suivis de demandes de rançon. C'est notamment le cas des villages de Bankass et Dimbal dont le refus de signer les accords a rendu leurs habitants particulièrement vulnérables aux enlèvements fréquents le long de l'axe du pont. Les cars empruntant cette route sont régulièrement exposés à des attaques.

La première attaque remonte à décembre 2019, rendant l'infrastructure impraticable. D'importants dégâts (de larges trous sur le tablier) ont nécessité une réhabilitation en 2020, financée par la MINUSMA et le

¹⁵ Boureima Guindo du journal *Le Pays* : *series noires perpetuelles au pays dogon nouvelle attaque samedi dernier faisant 2 morts et 6 blessés* en date du 30 novembre 2020. ¹⁶ Une association locale fondée en 2019 dans une période de grande tension dans la région de Bandiagara et de pic des violences dans la région. ¹⁷ Publié le 20 novembre 2020 : *Pays Dogon, le mouvement Baguine So réclame la sécurisation de la route de poisson par Boureima Guindo* du journal *Le Pays*. ¹⁸ Bréhima DIALLO, *Attaque entre Parou et Songobia dans le cercle de bandiagara, 8-morts et 8 blessés*. Du journal 22 septembre. ¹⁹ Boureima Guind, *Axe Bandiagara Bankass, le Pont Parou Songobia ou le calvaire des populations*. Du journal *Le Pays*.

Canada à hauteur de 54 millions de FCFA²⁰. Malgré cette restauration, les attaques se sont poursuivies : en décembre 2023, le pont a de nouveau été pris pour cible par des combattants de la Katiba Macina, bloquant le trafic sur l'axe Bandiagara-Bankass-Koro pendant une période significative²¹ (Guindo, 2022b).

Face à l'insécurité persistante, les populations locales ont plaidé pour l'installation d'une base militaire permanente²². Des initiatives ponctuelles, comme la sécurisation des travaux de réhabilitation par l'armée ou la sécurisation temporaire par les chasseurs (Dan Na Ambassagou), ont été mises en place, mais aucune force régulière n'y est stationnée durablement. Les habitants et associations locales - Conseil local de la jeunesse du cercle de Bankass²³ (Traoré, 2024) ; Collectif des associations de jeunes du pays Dogon ; Ginna Dogon ; Mouvement patriotique pour l'unité et la sauvegarde du cercle de Bankass ; Mouvement Baguine Sô²⁴ (Guindo, 2020b) - continuent de réclamer une protection plus constante afin de sécuriser le pont et ses abords.

Les attaques incessantes, les sabotages et les enlèvements ont transformé le pont de Parou-Songobia en un véritable point de blocus. Cette stratégie des groupes armés répond à plusieurs objectifs : contraindre les communes récalcitrantes (telles que Bankass et Dimbal) à signer des accords de soumission, contrôler les flux commerciaux et la mobilité, imposer des prélèvements forcés, exercer des pressions financières à travers les rançons et punir les communautés réfractaires. Les accords de Baye et d'Ouénkoro, signés en 2019, ont réduit les menaces pesant sur les mobilités des populations de ces deux communes sur la RN15, en contrepartie d'une soumission aux exigences de la Katiba Macina. Ces populations ont été citées en exemple par les combattants de la Katiba pour illustrer, d'une part, la fin de l'immobilité qu'ils prônaient pour les villages signataires et, d'autre part, le renforcement du dispositif de contrôle des autocars, des voyageurs et des biens en provenance des villages qui leur résistent et qui circulent entre Bandiagara et Bankass.

Depuis 2021, les enlèvements massifs sur cet axe se sont multipliés, généralement suivis de demandes de rançon²⁵. Ces opérations visent aussi bien les forains que les personnalités locales influentes. En mars 2024, une attaque coordonnée a conduit à l'enlèvement de plus d'une centaine de civils, pour lesquels les ravisseurs ont réclamé 120 millions de FCFA²⁶.

Ces éléments témoignent de la persistance d'une violence organisée transformant l'axe Parou-Songobia en un véritable corridor de la terreur au cœur du pays Dogon. Corridor à haut risque, il concentre aujourd'hui attaques, enlèvements et sabotages, désorganisant la vie économique et sociale locale. Compte tenu du rôle crucial des infrastructures dans le développement économique et la réduction de la pauvreté (Tangara et al., 2025), leur destruction – qu'il s'agisse de sabotages ou du blocage de la mobilité autour du pont de Parou-Songobia – peut avoir des conséquences dramatiques sur les activités économiques et sur les conditions de vie des populations.

En s'attaquant au pont, les actions djihadistes cherchent à verrouiller la mobilité, à contraindre les communautés à la soumission et à leur extorquer des ressources, dans un contexte de faible présence des forces de sécurité. Lors des attaques contre les autocars transportant des voyageurs, les combattants libèrent les femmes et les enfants avant de disparaître dans la brousse avec les hommes et les véhicules. Des rançons sont exigées aux propriétaires des autocars et aux familles pour la libération des hommes et des véhicules. Si cette attitude laisse croire à une sensibilité à l'égard des femmes et des enfants sur les routes, dans les villages sous leur influence, les mêmes combattants répriment violemment les femmes qui s'aventurent dans les champs ou exercent toute autre activité génératrice de revenus. C'est pourquoi les femmes apparaissent comme les principales victimes des blocus imposés dans les zones sous l'influence de la Katiba Macina et, plus largement, du JNIM.

FACE À L'INSÉCURITÉ PERSISTANTE, LES POPULATIONS LOCALES ONT PLAIDÉ POUR L'INSTALLATION D'UNE BASE MILITAIRE PERMANENTE. DES INITIATIVES PONCTUELLES, COMME LA SÉCURISATION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION PAR L'ARMÉE OU LA SÉCURISATION TEMPORAIRE PAR LES CHASSEURS (DAN NA AMBASSAGOU), ONT ÉTÉ MISES EN PLACE, MAIS AUCUNE FORCE RÉGULIÈRE N'Y EST STATIONNÉE DURABLEMENT

²⁰ Info MINUSMA, [La Minusma finance la réhabilitation du Pont de Songobia](#). Publié le 04 juin 2020. ²¹ Publié sur la page de malizine, [Pays Dogon, halte au règne des forces du mal](#). En date du 13 mai 2022 avec pour auteur B. Guindo du journal le Pays. ^{22 & 23} Par Bamada.net, avec comme auteur Ismaël Traoré du journal Ziré, [Bandiagara et Bankass, les hostilités reprennent](#). En date du 25 avril 2024. ²⁴ Publié le 20 novembre 2020 par Boureima Guindo du journal Le Pays, le mouvement Baguine So réclame la sécurisation de la route de poisson. ²⁵ Publié par Mohamed Kanouté, [Axe Bankass Bandiagara, rapt d'un car de la Compagnie Air Bankas](#). Mali24. ²⁶ La rédaction de Mali Actu, [Attaques terroristes au cœur du Pays Dogon](#). En date du 15 décembre 2023.

LE QUOTIDIEN DES FEMMES EN SITUATION DE BLOCUS DE LA KATIBA MACINA

Dans les villages de Kori-Maoundé, Marébougou et Saye, les femmes jouaient avant la crise un rôle central dans la vie économique et sociale. Elles étaient organisées en associations et menaient diverses activités génératrices de revenus telles que le commerce, le maraîchage, la culture de rente (arachide, niébé) et l'élevage de petits ruminants. Leur mobilité leur permettait de fréquenter les foires hebdomadaires, véritables carrefours d'échanges et de subsistance. Comme le souligne une responsable d'association de Kori-Maoundé : « *Avant la crise, les femmes à Kori-Maoundé étaient très organisées. D'abord on avait des associations qui venaient nous prêter de l'argent au village ici. [...] Une fois ces fonds acquis, chacune d'entre nous entreprenait des activités génératrices de revenus comme le commerce, l'agriculture, etc.* »

L'arrivée des groupes armés et l'instauration du blocus ont profondément bouleversé cet équilibre. À Kori-Maoundé, les femmes ont vu leurs possibilités économiques se réduire considérablement, notamment dans les domaines agricoles et commerciaux, en raison des menaces djihadistes persistantes. Une responsable locale témoigne : « *Les impacts de la crise sur les femmes sont nombreux. D'abord toutes les associations qui venaient financièrement nous appuyer ont disparu à cause de l'insécurité. [...] Nous ne pouvons aller nulle part et donc nous sommes toutes là au village et n'arrivons pas à nous en sortir.* »

Dans ce contexte d'insécurité, où les hommes sont souvent les cibles de violences, les femmes ont pris une place prépondérante dans l'organisation domestique et l'économie locale. Elles cultivent les champs avec les enfants pendant que les hommes tentent d'assurer une sécurité relative. Certaines sont devenues cheffes de famille après la perte de leur époux. Une femme raconte : « *En 2020, mon mari et les enfants étaient partis tôt le matin au champ pour cultiver. [...] Mon mari a été attaqué par un groupe armé et il a été tué sur le champ. [...] En ce qui concerne mon neveu, le groupe armé est parti avec lui et jusqu'à aujourd'hui nous ne savons pas s'il est en vie ou s'il est mort.* »

Malgré tout, un aspect positif ressort : « *Le seul impact positif de la crise que je peux citer c'est le renforcement de la cohésion sociale et de la solidarité entre nous les femmes et même les hommes.* »

À Marébougou, la situation est similaire. Une commerçante explique : « *Chez nous ici, le blocus a commencé il y a 3 ans. [...] C'est au fil du temps, quand la population de Marébougou a refusé de signer l'accord avec eux qu'ils nous ont mis sous le blocus.* » L'interdiction de voyager et de fréquenter les foires, notamment celle de Sofara, a entraîné une inactivité économique prolongée, la perte du bétail — principal moyen d'épargne — et une pénurie de denrées de première nécessité. Elle ajoute : « *Nous avons passé plus de 6 mois inactifs, la dégradation des conditions de vie de la population, la fermeture des classes, la famine, la maladie des femmes allaitantes due au fait qu'à un moment donné on n'avait plus rien à manger.* »

Les violences physiques s'ajoutent à ces difficultés : « *Il arrivait parfois que les groupes armés frappent nos femmes qui partaient chercher du bois en brousse.* » Même après la signature d'un pacte avec les combattants de la Katiba Macina, les restrictions demeurent : les périmètres agricoles sont limités, l'accès à Sofara reste interdit et les femmes doivent aider les hommes à rassembler le nécessaire pour les prélèvements forcés sur des récoltes déjà maigres.

À Saye, une responsable d'association féminine témoigne de quatre années sans culture, d'une immobilité totale et d'une charge mentale accrue pesant sur les femmes, principaux soutiens des ménages. Elle explique : « *Notre association est une union des femmes organisées autour d'un but. [...] L'objectif est de s'entraider entre femmes car, dans notre société, les femmes occupent une place importante dans l'épanouissement des ménages.* » Mais le blocus a tout bouleversé : « *Les impacts du blocus sur les femmes sont nombreux. [...] En tant que femmes, nous sommes les plus affectées car, comme je te l'ai dit, ici, la majeure partie des charges repose sur nous les femmes.* » Elle ajoute que même la recherche de bois est dangereuse : « *Cette recherche de bois par les femmes n'est pas également sans conséquences négatives. En effet, les groupes armés attaquent et frappent chaque fois nos femmes d'avoir allé chercher du bois hors du village.* »

Au-delà de ces cas spécifiques, les femmes dans les villages sous blocus sont particulièrement vulnérables aux violences physiques, économiques et sociales. Les groupes armés imposent des restrictions religieuses et comportementales : port du voile, interdiction de cérémonies, surveillance constante. Pourtant, dans ce contexte de crise, les femmes font preuve d'une résilience remarquable. La solidarité entre elles et avec les hommes s'est renforcée, devenant un levier essentiel de survie et de dignité.

PROCESSUS DE MISE SOUS BLOCUS : UNE ANALYSE COMPARÉE

L'ÉTUDE DES CAS DE MARÉBOUGOU, SAYE, KORI-MAOUNDÉ ET DU PONT DE PAROU-SONGOBIA PERMET DE VOIR QUE, SI LA MISE SOUS BLOCUS PAR LES GROUPES DJIHADISTES OBÉIT À DES LOGIQUES RÉCURRENTES, ELLE S'INSCRIT TOUJOURS DANS DES CONTEXTES LOCAUX SPÉCIFIQUES OÙ LES RAPPORTS DE FORCE, LES CONFIGURATION D'ACTEURS ET LES TRAJECTOIRES DE CONFRONTATION INFLUENCENT À LA FOIS LE DÉCLENCHEMENT, L'INTENSITÉ ET LA DURÉE DU BLOCUS.

DES ACTEURS ET RAPPORTS DE FORCE DIFFÉRENCIÉS

Dans tous les cas étudiés, la Katiba Macina cherche à contraindre les localités à accepter un pacte de soumission (benkan) impliquant des obligations économiques, sociales et religieuses. Toutefois, la nature des résistances rencontrées et la forme des affrontements diffèrent. À Marébougou, la Katiba Macina affronte une résistance portée par les Donsow du cercle de Djenné, organisés depuis 2018 en groupes d'autodéfense pour protéger les villages. Ces groupes d'autodéfense recrutant majoritairement parmi les jeunes du village, malgré les affinités avec Dan Na Ambassagou, restent autonomes et agissent selon des logiques propres à leurs territoires. Les autorités coutumières, prises en étau entre deux forces armées rivales, doivent composer avec des pressions contradictoires. Bénéficiant du soutien militaire des Donsow, en 2020, le village refuse de se plier aux exigences des combattants de la Katiba Macina (fermeture de l'école, voile des femmes, abandon de certaines foires dont Djenné et Sofara...) et résiste par les armes. La mobilisation des jeunes du cercle de Djenné, qui organisent des manifestations en faveur de Marébougou, traduit une volonté de défendre la localité au-delà des moyens strictement militaires. La défaite des Donsow lors de la bataille de Marébougou oblige finalement le village à se soumettre à la Katiba et accepter ses exigences.

À Saye, la résistance est organisée localement par des Donsow et des jeunes armés, sous l'autorité des chefs traditionnels. Ici, le refus du benkan est fondé sur un argument religieux : les habitants se considèrent comme de bons musulmans et estiment ne pas avoir à se soumettre à une autorité religieuse extérieure. Ce refus frontal place les autorités coutumières en première ligne face aux combattants de la Katiba.

À Kori-Maoundé, la confrontation est marquée par l'implantation depuis 2018 d'un camp de combattants Dan Na Ambassagou, opposé à toute négociation avec les djihadistes. Les autorités locales – chef de village, imam, maire – sont alignées sur cette position, rendant toute discussion directe avec la Katiba impossible. Ici, le blocus prend une dimension plus punitive, ciblant un village perçu comme bastion ennemi (refusant tout dialogue et accueillant les déplacés des villages voisins).



LE BENKAN : UN DISPOSITIF DE CONTRÔLE PAR LA VIOLENCE

Le benkan, pacte imposé par la Katiba, comporte plusieurs constantes : obligation de s'acquitter de la zakât sur les récoltes et le bétail, interdiction de la musique lors des cérémonies d'événements sociaux (fête, mariage), fermeture des écoles, obligation pour les femmes de porter le voile. Mais son application et son acceptation varient fortement selon les localités.

À Marébougou, l'acceptation du benkan intervient après une défaite militaire majeure des Donsow, quand la capacité de résistance du village est réduite. Les habitants se soumettent alors, intégrant des changements radicaux dans leurs pratiques sociales et religieuses. À Saye, au contraire, le refus catégorique entraîne un blocus total, accompagné d'interdictions imposées malgré l'absence de pacte formel. Les combattants imposent des règles religieuses et des prélèvements forcés. À Kori-Maoundé, aucun benkan n'est mis en place. L'absence de négociation s'explique par un rapport de force figé entre les deux camps armés. Là où le mouvement Dan Na Ambassagou reste fort, la Katiba ne peut imposer un pacte sans une victoire militaire préalable.

L'usage du terme benkan pour désigner les accords imposés par les groupes djihadistes prête à confusion. Dans son sens traditionnel, le benkan suppose un échange entre deux parties opposées, débouchant sur un compromis accepté par les deux camps. Or, les accords proposés par les groupes armés extrémistes ne relèvent nullement d'un consentement mutuel. Il s'agit plutôt d'une série d'instructions et d'interdictions unilatérales, édictées sans aucune négociation préalable.

Dans la majorité des cas, une simple séance d'information est organisée le plus souvent à la mosquée, immédiatement après la prière, alors que le village est encerclé par des hommes armés. Le message est délivré dans un contexte d'intimidation, où les porteurs d'armes font face à une population civile sans défense.

Dans d'autres situations, notamment lorsque le village est perçu comme récalcitrant ou soupçonné de coopérer avec les forces armées ou des groupes d'autodéfense, un ultimatum est fixé : « signer » l'accord avant une date donnée. Le dépassement du délai équivaut alors à une déclaration ouverte de résistance à l'autorité du groupe djihadiste, entraînant généralement des représailles.

Enfin, il convient de souligner une évolution notable dans le mode de collecte des prélevements forcés que les groupes armés extrémistes présentent comme zakât dans les zones où des accords ou pactes sont en vigueur. En raison de contraintes logistiques, ces prélevements ne sont plus perçus en nature. À partir de janvier 2022, la position de plus en plus offensive de l'armée malienne exerce une pression croissante sur les groupes « djihadistes ». L'utilisation de drones armés pour suivre les colonnes de groupes armés extrémistes permet aux forces armées régulières d'identifier et de récupérer du bétail ainsi que des sacs de céréales, prélevés comme zakât dans les villages contrôlés par la Katiba Macina. Les combattants s'adaptent et exigent des villages le versement de ces extorsions en argent via les services de transferts mobiles, notamment Orange Money. Dans diverses localités sous l'influence de la Katiba Macina, les éleveurs qui possèdent encore quelques têtes de bétail sont souvent contraints de racheter leurs propres animaux au prix de 100 000 FCFA par tête (environ 152 €) s'ils souhaitent conserver leur cheptel. À défaut, ils doivent vendre les animaux sur les marchés à bétail lors des foires, puis transférer, via Orange Money, le montant correspondant aux sommes exigées. De même, les paysans se voient obligés de vendre la part qu'ils doivent remettre aux djihadistes comme zakât sur les foires hebdomadaires.

TEMPORALITÉ ET INTENSITÉ DES BLOCUS

Les dynamiques temporelles illustrent trois formes distinctes de blocus dans les différentes localités étudiées. À Marébougou, le blocus dure six mois à partir de septembre 2021, immédiatement après une défaite militaire locale. L'isolement est rapide et total, aboutissant à une reddition contrainte. À Saye, le blocus est progressif, débutant en 2023 et se durcissant en 2024. Pour accentuer la pression sur le village, les combattants de la Katiba Macina font déguerpir les habitants des villages proches de Saye qui se réfugient dans la petite ville, augmentant ainsi l'urgence humanitaire. Ce regroupement de dépla-

L'USAGE DU TERME BENKAN POUR DÉSIGNER LES ACCORDS IMPOSÉS PAR LES GROUPES DJIHADISTES PRÊTE À CONFUSION.
DANS SON SENS TRADITIONNEL, LE BENKAN SUPPOSE UN ÉCHANGE ENTRE DEUX PARTIES OPPOSÉES, DÉBOUCHANT SUR UN COMPROMIS ACCEPTÉ PAR LES DEUX CAMPS

cés accroît la pression sur les ressources et renforce l'effet de strangulation économique. À Kori-Maoundé, l'isolement s'installe progressivement à partir de 2019, combinant attaques ponctuelles, restrictions de circulation et assassinats ciblés. En 2024, le blocus atteint un niveau quasi total, renforcé par des consignes aux transporteurs de ne pas s'arrêter dans le village ni embarquer les habitants de ce village dans les véhicules.

LOGIQUES COMMUNES ET DIVERGENCES DES BLOCUS

Trois logiques apparaissent comme des constantes de la stratégie extrémiste :

- une logique d'asphyxie économique qui se traduit par le contrôle des flux de biens et l'interdiction des mobilités, pour rendre la vie impossible sans reddition ;
- une logique de transformation des normes sociales, qui se manifeste par l'imposition d'une interprétation stricte des prescriptions islamiques, effaçant des pratiques culturelles locales ;
- une logique de sanction exemplaire qui cherche à punir les villages récalcitrants pour dissuader d'autres localités de suivre ou de développer des comportements similaires.

Cependant, les modalités de mise en œuvre de ces stratégies varient selon : i) le type et la force des acteurs d'opposition (Donsow, Dan Na Ambassagou) ; ii) la centralité du village dans les réseaux de transport et d'approvisionnement ; et iii) le coût politique et social, pour les autorités locales, d'une soumission ou d'une négociation avec la Katiba.

LES FIGURES D'INTERMÉDIATION POUR LE PACTE

L'analyse des cas de Marébougou, Saye et Kori-Maoundé montre l'importance du rôle d'intermédiation de certaines catégories sociales dans la possibilité, la nature et l'issue des discussions avec les groupes djihadistes.

À Marébougou, l'implication des maires de Dialassagou et de Femaye (résidant à Taga) a permis l'ouverture d'un canal formel de dialogue entre les combattants de la Katiba Macina et la communauté locale. Ces maires, en tant qu'autorités politico-administratives, ont joué un rôle d'interface entre les exigences des djihadistes et les positions du village, facilitant la circulation d'informations et limitant, au moins temporairement, l'escalade directe de la violence²⁷. Cette configuration illustre une situation où le dialogue, bien que sous forte contrainte, est rendu possible par l'existence de relais institutionnels locaux, disposant à la fois d'une légitimité auprès des populations, d'une approbation tacite des autorités et d'un accès aux acteurs armés²⁸.

À Saye, aucun processus de dialogue avec les combattants de la Katiba Macina n'a été engagé à ce jour. En outre, le refus catégorique des habitants de s'engager dans un benkan ne semble pas favoriser une telle dynamique pour le moment. L'absence d'initiatives manifestes de la part des autorités locales comme l'imam ou le chef de village pourrait expliquer en partie le blocage de la communication et l'imposition d'un blocus strict, renforçant la posture de résistance du village et son isolement. Ce cas met en évidence que le rejet de tout canal de dialogue, s'il exprime une position de principe, réduit aussi les marges de manœuvre pour atténuer les effets du blocus. Cette posture de Saye²⁹ pourrait s'inscrire dans une tradition historique du village vis-à-vis des autorités de domination comme son refus de se soumettre à l'autorité du royaume bamanan de Ségou.

À Kori-Maoundé, le dialogue n'est pas formel, mais il y a cependant des initiatives indirectes en ce sens. L'absence de dialogue direct avec les djihadistes tient à un facteur structurel : la forte implantation du mouvement d'autodéfense Dan Na Ambassagou, qui exclut par principe toute négociation avec la Katiba Macina. Les tentatives de médiation enregistrées entre avril et juillet 2025 auraient été initiées par le ministère de la Réconciliation nationale et le gouvernorat de Bandiagara. Toutefois, ces initiatives, conduites à l'échelle régionale, ne ciblent pas spécifiquement la situation de Kori-Maoundé. La présence d'intermédiaires institutionnels extérieurs à la localité (État, autorités régionales) contraste ici avec l'absence de figures locales légitimes susceptibles de négocier les enjeux propres au village.

Dans l'ensemble, cette analyse comparée souligne que l'existence, la nature et la légitimité des figures d'intermédiation – qu'elles soient locales ou régionales – conditionnent fortement les dynamiques de blocus. Là où un canal local existe, comme à Marébougou, il peut permettre un aménagement des rapports de force, même asymétriques, tandis que là où il est refusé (Saye) ou verrouillé par des oppositions structurelles (Kori-Maoundé), la confrontation reste le mode dominant de régulation du conflit. En définitive, si la mise sous blocus relève d'un répertoire d'action commun aux différents cas étudiés, son intensité, sa durée et ses effets dépendent largement de l'équilibre local des forces et de la capacité des communautés à négocier, résister ou céder.

IL EST INTÉRESSANT D'ANALYSER LES DYNAMIQUES AU-TOUR DU VILLAGE DE SAYE, PLACÉ SOUS BLOCUS PAR LA KATIBA MACINA DEPUIS AVRIL 2024, ENTRAÎNANT DES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES POUR LES POPULATIONS LOCALES

²⁷ Dans le cas de Marébougou, les autorités communales ont principalement joué un rôle d'interface. Les Donsow reconnaissent davantage l'autorité des chefs coutumiers, car le maire de la commune de Femaye ne réside pas dans la localité. Ce dernier, résidant dans le village de Taga, est perçu par les habitants comme une autorité distante. ²⁸ Sans prendre un engagement formel, l'État, via le ministère de la Réconciliation nationale, ne s'oppose pas aux pactes entre les populations rurales et les groupes djihadistes. Au Mali, les autorités adoptent une attitude qui laisse comprendre que les discussions au niveau local peuvent être menées. Cependant, elles ne jouent pas un rôle actif dans les processus de signature (aucune autorité ne signe avec les autres acteurs dans le cas des accords locaux, ni ne s'affiche publiquement dans le cas des accords verbaux entre les populations et les groupes armés liés à la Katiba Macina). Cependant, au niveau local, les représentants de l'exécutif (préfets, sous-préfets) sont au courant des discussions qui aboutissent aux pactes. Dans certains cas, ce sont eux qui encouragent les populations à discuter en attendant l'arrivée de l'État (armée). Lors d'une interpellation devant le Conseil national de la transition en avril 2021, le ministre Wague soulignait les dangers de certains pactes en ces termes : « si la population signe des accords avec les djihadistes, c'est contre l'État. Parce que des clauses de ces engagements interdisent aux populations de collaborer avec les militaires. Donc, si notre population décide de ne pas collaborer avec l'armée, c'est qu'il y a un problème. C'est pourquoi l'État ne cautionne pas forcément ces accords. » Malgré cette inquiétude, il estimait que les pactes conclus via l'implication de certaines organisations de la société civile comme le Haut conseil islamique du Mali (soutenu par le ministère de la Réconciliation) respecteraient les normes établies tout en préservant les intérêts de la population : « (...)Tous ces engagements ont été pris dans le cadre du respect de l'État. Tout ce qui a été fait comme arrangement ne va pas contre l'État. » Concernant ces déclarations, cf. <https://www.maliweb.net/politique/wague-devant-le-cnt-il-n-y-a-aucun-arrangement-contre-l-etat-2926428.html> ²⁹ À Saye, chef-lieu de commune, la résidence du maire dans le village en fait un acteur de premier plan, mais également une figure vulnérable, pris en étau entre les combattants de la Katiba et les groupes d'autodéfense. Toute tentative d'initier un processus de dialogue l'expose presque automatiquement aux représailles de ces derniers. Une situation analogue s'observe à Dogofry, où le maire a récemment été assassiné par des chasseurs traditionnels donsow, accusé d'avoir entrepris une démarche d'interface entre les combattants de la Katiba et les villages de sa commune. Concernant le cas de Dogofry, voir : <https://www.rfi.fr/fr/afrigue/20250902-mali-le-maire-de-la-localite-de-dogofry-assassiné-par-des-chasseurs-traditionnels-dozos>

L'ÉCOLE EN TEMPS DE BLOCUS

Dans les villages de Kori-Maoundé, Marébougou et Saye, l'école représentait bien plus qu'un lieu d'apprentissage : elle était un espace de cohésion, de projection vers l'avenir et de lien avec l'État. Avant la crise, les établissements scolaires, bien que modestes, fonctionnaient avec régularité. À Kori-Maoundé, l'école, créée en 2005, comptait six classes et bénéficiait du soutien d'ONG internationales. Un responsable scolaire se souvient : « *Nous exercions nos devoirs éducatifs dans la joie et dans la quiétude tout en menant des activités de jardin scolaire, d'assainissement et de sports.* »

Avec l'arrivée des groupes armés, tout a basculé. Les enseignants ont été contraints de fuir, les écoles ont fermé et les enfants se sont dispersés. « *L'école de Kori-Maoundé a été aussi fermée. Nos enfants qui étudiaient dans cette école ont finalement été dispersés. Certains ont abandonné, d'autres se sont retrouvés à Sévaré ou Bandiagara* », témoigne une responsable d'association féminine du village.

À Marébougou, la situation est similaire. L'école coranique a fermé ses portes, les élèves se sont dispersés et les enseignants ont cessé leurs activités. « *Depuis l'arrivée des groupes armés en 2017, l'école et le centre de santé de Marébougou ont été fermés* », explique un jeune du village. L'absence d'institutions éducatives est vécue comme une perte de repères et une rupture dans la continuité sociale.

Face à cette désintégration, des formes de résilience émergent. À Kori-Maoundé, un responsable scolaire a recréé l'école à Sévaré sous forme de hangars, avec le soutien d'ONG : « *J'ai implanté trois hangars pour enseigner les élèves. La prise en charge des enseignants est toujours assurée par l'ONG en question.* » Cette initiative illustre la capacité d'adaptation des acteurs locaux, malgré les risques et les contraintes.

Dans ces contextes, l'école devient un symbole : celui de la présence ou de l'absence de l'État, de la possibilité ou non de se projeter dans l'avenir. Sa fermeture n'est pas seulement une conséquence de la crise, elle en est aussi un révélateur. Elle montre comment le tissu social se délite, comment les enfants perdent leurs repères, et comment les communautés, en exil, doivent réinventer des formes d'éducation.

“ **L'ÉCOLE DE KORI-MAOUNDÉ A ÉTÉ AUSSI FERMÉE. NOS ENFANTS QUI ÉTUDIAIENT DANS CETTE ÉCOLE ONT FINALEMENT ÉTÉ DISPERSÉS. CERTAINS ONT ABANDONNÉ, D'AUTRES SE SONT RETROUVÉS À SÉVARÉ OU BANDIAGARA** ”

.....

“ **DEPUIS L'ARRIVÉE DES GROUPES ARMÉS EN 2017, L'ÉCOLE ET LE CENTRE DE SANTÉ DE MARÉBOUGOU ONT ÉTÉ FERMÉS** ”

.....

RÉACTIONS DES POPULATIONS

Résistance armée

Face aux blocus, les populations ne restent pas passives, mais leurs réactions sont généralement circonscrites aux contextes locaux et, surtout, varient en fonction du degré de violence exercée par les groupes djihadistes.

À Marébougou, la première réponse a été une résistance armée. De nombreux jeunes villageois se sont organisés pour former un groupe d'autodéfense affilié au mouvement d'autodéfense opérant dans le cercle de Djenné. Cette mobilisation a été facilitée par la présence, dès 2017, de formations armées d'autodéfense locales. Toutefois, cette résistance a été brisée lors de la bataille de Marébougou, en octobre 2021³⁰, qui s'est soldée par une lourde défaite et de nombreuses pertes humaines. La victoire des djihadistes a entraîné l'imposition d'un blocus total. Progressivement, la stratégie de Marébougou a évolué : de la résistance armée initiale au refus du blocus, puis à l'acceptation d'un pacte avec la Katiba Macina, perçu par certains habitants comme un choix stratégique permettant de retrouver une relative mobilité et de relancer les activités économiques paralysées.

Cet affaiblissement de la résistance armée a conduit à une coexistence forcée avec les membres de la Katiba de Macina. Cependant, il faut noter que, face aux groupes djihadistes, Marébougou a successivement adopté plusieurs stratégies, allant de la résistance armée à l'acceptation du pacte ou à la soumission à l'influence djihadiste en passant par le refus du blocus.

Le cas de Saye présente des similitudes avec celui de Marébougou, notamment la résistance armée. En effet, au 18e siècle, Saye, alors une petite chefferie, s'était opposée avec vigueur à la domination du roi de Ségou, qui l'avait assiégée avant de prendre le contrôle en 1782 (Thornton, 1990). Dans le contexte actuel, cette mémoire de résistance nourrit un certain sentiment de fierté parmi les villageois. En outre, la présence d'un détachement armé garantit ainsi une protection minimale et une capacité de dissuasion face aux attaques des djihadistes. Ce détachement militaire permet également aux habitants de Saye de se rendre à la foire de Matomo, la seule encore accessible.

À Kori-Maoundé, comme dans d'autres localités du plateau dans le cercle de Bandiagara, la contre-insurrection menée par les groupes d'autodéfense affiliés à Dan Na Ambassagou constitue la principale réponse. La résistance est favorisée par la topographie accidentée, qui rend l'accès difficile aux combattants djihadistes, et par l'influence politico-militaire du mouvement dans la région. Cependant, le blocus a contraint une partie des habitants à fuir vers Sévaré, Bandiagara ou Bamako. La réduction des terres cultivables, conséquence de l'insécurité, met également en évidence la concentration du contrôle foncier entre les mains de quelques lignages fondateurs (Poudiougou, 2024b). En situation de crise, ces lignages peuvent céder temporairement certaines parcelles à d'autres familles du village, tout en conservant les droits fonciers.

Solidarités des populations face aux blocus

Dans les contextes de blocus, les populations développent des stratégies collectives pour faire face aux pénuries et à l'isolement, transformant l'entraide en un outil de survie et de résistance silencieuse. À Marébougou, de nombreux interlocuteurs décrivent cette période comme un moment où la communauté a resserré ses liens face aux épreuves. Privés d'accès aux marchés et dans l'impossibilité de se ravitailler, les habitants ont mis en place des mécanismes de partage systématique des vivres, de l'eau et des soins disponibles. Ce partage, parfois informel mais constant, est devenu une forme de solidarité organisée, permettant de faire face à l'insécurité alimentaire, aux maladies et à d'autres situations critiques.

À Saye, les témoignages recueillis insistent sur la dimension humaine et collective qui a émergé malgré les conditions dramatiques. Le blocus y a favorisé l'émergence d'une entraide renforcée : les familles et les individus se soutiennent mutuellement pour répondre aux besoins les plus urgents, comme l'alimentation, l'accès à quelques produits médicaux rares ou encore l'assistance aux personnes vulnérables. Cette solidarité interne fonctionne à la fois comme un réseau de survie et comme un moyen de maintenir la cohésion sociale dans un contexte où l'adversité pourrait diviser la communauté.

IL FAUT NOTER QUE, FACE AUX GROUPES DJIHADISTES, MARÉBOUGOU A SUCCÉS- SIVEMENT ADOPTÉ PLUSIEURS STRATÉ- GIES, ALLANT DE LA RÉSISTANCE ARMÉE À L'ACCEPTATION DU PACTE OU À LA SOUMISSION À L'IN- FLUENCE DJIHADISTE EN PASSANT PAR LE REFUS DU BLOCUS

³⁰ Voir l'encadré 3 qui décrit cette bataille décisive entre les combattants de la Katiba Macina et les groupes d'autodéfense dans le cercle de Djenné.

LA BATAILLE DE MARÉBOUGOU

La bataille de Marébougou constitue un épisode majeur dans la dynamique conflictuelle du cercle de Djenné, illustrant la confrontation entre les groupes d'autodéfense Donsow et les forces djihadistes. Localité stratégique située au-delà du fleuve Niger, Marébougou représentait historiquement une base opérationnelle des Donsow. Face à l'expansion des groupes armés, les Donsow ont entrepris une mobilisation régionale, sollicitant le soutien de chasseurs issus de diverses régions du Mali, notamment de Ségou, de San et du pays Dogon, entre autres. Cette mobilisation a permis de rassembler plus de 1 000 combattants Donsow à Souma pour lancer un assaut global contre les djihadistes présents dans la localité.

Malgré une préparation rituelle et stratégique fondée sur des pratiques divinatoires, des dissensions internes, notamment entre les chefs Sinaly et Amadi Diola, ont affaibli la cohésion du groupe. L'assaut fut lancé le mercredi matin, 20 octobre 2021, mais les Donsow furent rapidement confrontés à une résistance inattendue. Les djihadistes, mieux armés et positionnés, avaient anticipé l'attaque, se dissimulant dans les arbres et le long des chemins. Le choc fut brutal : les Donsow, mal préparés à une telle intensité, subirent de lourdes pertes humaines. De nombreux combattants périrent d'épuisement ou faute d'eau, et la confusion sur le terrain empêcha toute coordination efficace.

Le bilan fut tragique : plus d'une centaine de corps furent récupérés, sans compter les disparus, tandis que les pertes du côté djihadiste furent minimes. Cette défaite marqua un tournant décisif. La mort du chef Sinaly porta un coup sévère au moral des troupes et entraîna une désorganisation profonde du mouvement Donsow. Les survivants furent contraints de négocier leur reddition, acceptant de remettre leurs armes et de reconnaître leur défaite en échange de vivres et d'une aide financière. Le blocus imposé par les groupes djihadistes sur Marébougou a eu des effets humanitaires, économiques et sociaux dévastateurs. Le blocus a entraîné une interruption totale des activités agricoles, notamment la culture du riz et du mil qui constituait la principale source de subsistance du village. En l'absence de ravitaillement, les denrées alimentaires de base telles que le sel et les condiments se sont épuisées, provoquant une famine généralisée. Les enfants et les personnes âgées ont été particulièrement touchés, certains mourant de faim, d'autres déperissant faute de soins.

L'accès aux médicaments et aux services de santé a également été interrompu, aggravant la vulnérabilité des habitants. Le village, totalement isolé, a vu ses entrées et sorties bloquées, empêchant tout mouvement de secours ou d'évacuation. Cette situation a plongé la population dans un état de terreur et de désespoir, qualifié d'« enfer » par les témoins. Sur le plan psychologique, le blocus a instauré un climat de peur permanente, renforcé par la menace d'anéantissement total du village. Les Donsow, incapables de sortir de leur camp, ont perdu leur capacité de défense, tandis que les groupes armés circulaient librement dans la région. Cette asymétrie a accentué le sentiment d'abandon et de défaite morale chez les populations locales.

Enfin, le blocus a eu des répercussions politiques : il a fragilisé les structures d'autodéfense, provoqué des divisions internes et forcé la population à accepter des accords de reddition. Marébougou est ainsi devenu un symbole de la perte de souveraineté locale face à la pression des groupes armés extrémistes, illustrant les limites de la résistance communautaire dans un contexte de guerre asymétrique.

LE BILAN FUT TRAGIQUE : PLUS D'UNE CENTAINE DE CORPS FURENT RÉCUPÉRÉS, SANS COMPTER LES DISPARUS, TANDIS QUE LES PERTES DU CÔTÉ DJIHADISTE FURENT MINIMES

ÉCONOMIES LOCALES SOUS BLOCUS

Les différents cas de blocus étudiés démontrent combien la vie économique des populations locales en est profondément affectée. L'agriculture, principale activité économiques de ces zones, est presque à l'arrêt, parfois même impossible à pratiquer, du fait des attaques régulières contre les agriculteurs et l'incendie des champs prêts à être récoltés. À Marébougou, par exemple, seuls les champs situés à moins d'un kilomètre restent relativement accessibles. Dans ces milieux ruraux, l'arrêt de l'agriculture équivaut à la destruction du moteur de l'économie locale. Les conséquences immédiates sont la chute, voire l'anéantissement, de la production agricole, entraînant par ricochet l'arrêt brutal de l'ensemble des activités connexes (Tangara, 2024) et la désintégration de l'économie locale. Dès lors, les populations se retrouvent dépendantes des approvisionnements extérieurs, rendus impossibles par le blocus, pour leur alimentation et leurs besoins essentiels, provoquant une hausse des prix et une dégradation des conditions de vie.

LA DÉSINTÉGRATION DE L'ÉCONOMIE LOCALE SOUS LES BLOCUS ARMÉS

Dans les villages de Kori-Maoundé, Marébougou et Saye, l'économie locale reposait sur trois piliers principaux : l'agriculture, l'élevage et le commerce à travers les foires hebdomadaires. Ces activités constituaient le socle de la subsistance et de la vie sociale, mais l'installation des groupes armés et la mise en place de blocus ont progressivement détruit ce système économique en fragilisant les populations par la déstructuration des relations économiques complémentaires entre les systèmes de production et l'interdépendance des économies rurales de cette région.

AGRICULTURE PARALYSÉE

À Kori-Maoundé, un habitant rapporte : « *Du côté de l'agriculture, ça nous fait déjà trois ans que nous n'avons plus accès à nos champs. À moins d'un kilomètre si tu sors, tu es exposé à la violence et la tuerie des groupes armés.* » À Marébougou, une autre ajoute : « *Une population rurale qui n'a plus le droit de cultiver depuis plusieurs années, ça veut dire tout déjà. Les activités socio-économiques sont donc détruites.* » À Saye, la situation est dramatique : « *Déjà ça fait quatre ans que les habitants de Saye et environnant n'arrivent pas à cultiver dû à la présence des groupes armés ; cela a engendré l'insécurité alimentaire et la famine dans la localité.* »

ÉLEVAGE ET COMMERCE DU BÉTAIL FRAPPÉS DE PLEIN FOUET

L'élevage, source essentielle de revenus et d'épargne, a également été durement touché. À Kori-Maoundé, un de nos enquêtés rapporte : « *Les éleveurs à leur tour sont aussi touchés négativement car, il y a eu beaucoup de fois, ici, l'enlèvement d'animaux.* » À Marébougou, un témoin raconte : « *Ils (combattants de la Katiba) partaient trouver les cultivateurs dans les champs pour les tuer, ils ont pris le village en otage [...] beaucoup de nos animaux ont été enlevés par les groupes armés.* » À Saye, les pillages de bétail nourrissent des cycles de violence : « *Beaucoup de nos animaux ont également été enlevés et c'est ce qui a fait que chaque fois nos Donzo et les groupes armés s'affrontent.* »

LES FOIRES HEBDOMADAIRES, CŒUR DU COMMERCE LOCAL, À L'ARRÊT

Les foires, décrites comme le « système circulatoire » de l'économie locale, n'échappent pas à l'emprise des groupes armés. Une habitante de Kori-Maoundé témoigne : « *La présence des groupes armés dans la zone empêche encore les femmes à exercer leurs activités de maraîchage et de commerce. Nous ne pouvons aller nulle part.* » À Marébougou, une habitante explique : « *On ne pouvait plus voyager et du coup le circuit commercial était cassé. [...] Nous avons passé plus de 6 mois inactifs.* » À Saye, la contrainte est similaire : « *Toutes les foires hebdomadaires que nous fréquentions ne sont plus accessibles. La seule foire que nous fréquentons aujourd'hui, c'est celle de Matomo [...] ce sont les militaires qui nous escortent là-bas* », explique un habitant.

CES BLOCUS TRANSFORMENT AINSI DES POPULATIONS JUSQUE-LÀ ACTIVES EN POPULATIONS INACTIVES, DÉPENDANTES DES AIDES HUMANITAIRES

Ces blocus transforment ainsi des populations jusque-là actives en populations inactives, dépendantes des aides humanitaires. À Marébougou, les habitants n'ont plus accès à leurs champs depuis plusieurs années. De même, à Saye et à Kori-Maoundé, la présence des groupes armés empêche toute activité agricole depuis près de quatre ans. Privées de leurs moyens de subsistance, les populations n'ont d'autre recours que l'aide humanitaire pour assurer leur survie alimentaire et accéder à quelques services de base, notamment en santé. En d'autres termes, « tuer l'agriculture », c'est également condamner les activités complémentaires comme l'élevage, le petit commerce ou encore le maraîchage, qui constituaient pourtant des sources de revenus essentielles à la survie des ménages.

Si l'agriculture est le pilier central de ces économies locales, l'élevage et le commerce de bétail jouent également un rôle de complémentarité avec l'agriculture. Cependant, à Kori-Maoundé, Marébougou et Saye, ces activités subissent elles aussi de plein fouet les effets des blocus. Les enlèvements massifs de bétail constituent un trait commun, provoquant la faillite économique de nombreux éleveurs et commerçants (Berger, 2023).

Enfin, le commerce local, et en particulier les foires hebdomadaires, occupe une place déterminante dans le fonctionnement de l'économie rurale. Comme le souligne Tangara (2024), ces foires assurent la circulation des biens et services entre production et consommation et jouent un rôle vital, comparable à celui d'un système circulatoire. Or, les conflits armés perturbent fortement ce circuit à travers les attaques, enlèvements et restrictions de mobilité, entraînant l'isolement des populations et le blocage des échanges. Les cas de Kori-Maoundé, Marébougou et Saye illustrent parfaitement cette dynamique : les foires y fonctionnent rarement, et lorsque c'est le cas, la mobilité des populations reste limitée au strict minimum, affectant particulièrement les femmes impliquées dans le maraîchage et le petit commerce. Cette désorganisation conduit inévitablement à la destruction progressive du circuit commercial local.

Au-delà de la privation des moyens de subsistance, ces témoignages montrent que les blocus entraînent la désintégration de l'économie rurale : la production agricole est arrêtée, le cheptel pillé et les échanges commerciaux paralysés. Cette économie, privée de ses fondements, se trouve ainsi réduite à une dépendance extérieure et à la survie au jour le jour. En d'autres termes, ces situations de blocus affectent le capital économique, le capital social et le capital identitaire (Baczko et Dorronsoro, 2017).

SYNTÈSE ANALYTIQUE DES ÉTUDES DE CAS

Acteurs en présence et configurations locales de conflit

Les quatre sites étudiés illustrent des configurations distinctes de confrontation entre groupes armés djihadistes, acteurs d'autodéfense et autorités locales. À Marébougou, Saye et Kori-Maoundé, les dynamiques sont centrées sur des villages, tandis que le pont de Parou-Songobia constitue un nœud stratégique de mobilité régionale.

- **Marébougou** se caractérise par une pluralité d'acteurs : les combattants de la Katiba Macina, les groupes d'autodéfense Donsow, les autorités coutumières et les jeunes mobilisés. Cette pluralité engendre une tension entre soumission, résistance et négociation³¹.
- **Saye** présente une configuration de résistance plus homogène, articulée autour des Donsow locaux et des autorités coutumières, qui refusent toute forme de pacte avec les djihadistes.
- **Kori-Maoundé** est marqué par une polarisation entre la Katiba Macina et le mouvement Dan Na Ambassagou, dont l'influence politico-militaire structure la résistance locale.
- **Le pont de Parou-Songobia**, bien que non villageois, est un espace de contrôle territorial disputé, où les groupes armés imposent des accords de mobilité aux populations riveraines, transformant l'infrastructure en un levier de domination régionale.

³¹ Les maires de Femaye, Taga et de Dialassagou ont joué un rôle de facilitation dans l'établissement de contacts et de discussions entre les villageois et les combattants de la Katiba Macina. Toutefois, cette médiation n'a pas permis d'apaiser les tensions internes au sein des communautés concernées. Une partie des habitants demeure opposée à toute forme de négociation, en dépit des pertes humaines et des conséquences économiques liées au blocus total imposé pendant six mois depuis septembre 2020. D'autres, en revanche, soutiennent l'idée d'un dialogue et d'une solution médiaée avec les groupes armés. L'adhésion apparente aux conditions imposées par le pacte avec les djihadistes ne traduit pas une convergence idéologique, mais plutôt une situation d'impuissance militaire et politique du village face à la pression exercée. Cette dynamique souligne la nature contraire de l'accord, davantage fondée sur la nécessité de survie que sur un consentement libre. Il est probable que l'évolution des rapports de force — notamment l'affaiblissement de la Katiba Macina, le renforcement de la présence militaire malienne et la montée en puissance des groupes d'autodéfense locaux tels que les dousow — conduise à la remise en cause, voire à la fin, du pacte actuellement en vigueur à Marébougou.

Modalités de soumission et de pactisation

La notion de benkan (pacte de soumission) constitue un indicateur central des rapports de pouvoir entre groupes djihadistes et communautés locales.

- **À Marébougou**, le benkan implique le paiement de la zakât, la fermeture des écoles, l'interdiction des cérémonies et des pratiques culturelles, et l'imposition du voile pour les femmes.
- **À Saye**, le refus du benkan entraîne un blocus total, avec des restrictions sévères sur les ressources et la mobilité.
- **À Kori-Maoundé**, aucun benkan n'est signé, en raison de l'influence persistante de Dan Na Ambassagou. Avec la présence de ce groupe d'autodéfense, les négociations, si elles devaient être mise en œuvre, ne peuvent être menées de manière isolées comme dans le cas de Saye³². Elles devraient prendre corps dans une configuration plus large avec l'implication des combattants de Dan Na Ambassagou.
- **Au pont de Parou-Songobia**, les accords de mobilité fonctionnent comme des benkan territoriaux : les villages signataires bénéficient d'une relative sécurité, tandis que les non-signataires sont exposés à des violences ciblées³³.

Temporalités et intensité des blocus

Les blocus varient selon les contextes :

- **Marébougou** a été soumis à un blocus total de six mois à partir de septembre 2020, consécutif à la défaite des Donsow, avant de connaître un blocus partiel en 2021, à la suite de l'acceptation du pacte proposé par les combattants de la Katiba.
- **Saye** est placée sous blocus depuis 2023, avec une intensification en 2024 liée à l'afflux de déplacés et à la pression sur les ressources.
- **Kori-Maoundé** connaît un isolement progressif depuis 2019, aggravé par les attaques et les consignes de non-accès imposées aux transporteurs.
- **Le pont de Parou-Songobia** est soumis à des attaques récurrentes depuis 2017, transformant l'axe en un espace de blocus mobile et meurtrier.

Réactions communautaires et formes de résistance

Les réponses des populations varient entre résistance armée, soumission contrainte et stratégies de résilience :

- **À Marébougou**, la résistance armée initiale est brisée, conduisant à une soumission partielle.
- **À Saye**, la mémoire historique de résistance nourrit une opposition armée persistante, soutenue par un détachement militaire.
- **À Kori-Maoundé**, la résistance est structurée par une logique de contre-insurrection portée par Dan Na Ambassagou.
- **Au pont de Parou-Songobia**, les communautés développent des stratégies de contournement, de négociation ou de plaidoyer pour une sécurisation durable.

Mobilités et contrôle des ressources

Le blocus affecte directement les mobilités et l'accès aux ressources naturelles :

- **À Marébougou**, le périmètre de déplacement était limité à moins d'un kilomètre (500 m, selon nos interlocuteurs) autour du village, empêchant toute activité agricole ou pastorale.
- **À Saye**, les sorties au-delà d'un kilomètre sont sanctionnées, et l'accès aux marchés est restreint à une foire sous escorte militaire.
- **À Kori-Maoundé**, les champs éloignés sont abandonnés, les routes secondaires deviennent dangereuses, et les foires sont désertées.
- **Au pont de Parou-Songobia**, les attaques ciblent les véhicules et les passagers, les flux commerciaux sont contrôlés, et les villages non signataires sont isolés.

³² Dans ce contexte, l'idée sous-jacente est que le village ne peut engager un processus sans l'accord préalable de la structure centrale de Dan Na Ambassagou. Cette organisation repose en effet sur une hiérarchie structurée, articulée autour d'un noyau central et de groupements de combattants déployés dans différentes localités selon un positionnement hiérarchique défini. Une telle organisation centralisée n'existe pas chez les autres groupes d'autodéfense du centre du Mali, notamment dans les régions de Djenné et de Ségou, où chaque groupement opère de manière quasi autonome, sans obligation de rendre compte à une instance supérieure. ³³ Le ciblage s'effectue principalement à partir des villages ou communes d'origine, tels qu'ils figurent sur les pièces d'identité. Les combattants posent généralement trois questions essentielles aux voyageurs : D'où viens-tu ? Où vas-tu ? Dans quel but ? Les réponses à ces questions permettent souvent d'identifier le lieu d'origine des personnes interrogées, et dissimuler cette information peut entraîner des conséquences négatives pour le voyageur. Ainsi, le contrôle des pièces d'identité constitue le principal moyen par lequel les individus sont ciblés sur les routes

Tentative de typologisation des situations de blocus analysées

TABLEAU 1 : TYPOLOGIE DES SITUATIONS DE BLOCUS ANALYSÉES

Type d'espace	Exemple	Modalité de contrôle	Réaction communautaire
Village sous pacte	Marébougou	Accalmie sous surveillance : limitation des mobilités, soumission totale aux normes imposées par la Katiba Macina	Soumission partielle, solidarité
Village en résistance	Saye	Blocus et punition collective : interdiction de toute activité économique (agriculture, élevage, pêche, commerce) et immobilité totale pour tout le village.	Résistance armée, mémoire historique
Village en contre-insurrection	Kori-Maoundé	Concurrence armée (Katiba Macina vs Dan Na Ambassagou) : limitation des mobilités et des activités économiques en fonction des rapports de force	Résistance armée, isolement
Axe stratégique	pont Parou-Son-gobia	Contrôle extraterritorial : filtrage des passagers par les combattants de la Katiba Macina, prise d'otage des autocars et des passagers provenant des villages non signataires des accords locaux	Résistance fragmentée, accords de mobilité

4

CONCLUSION

LES SITUATIONS DE MARÉBOUGOU, SAYE ET DE KORI-MAOUNDÉ ILLUSTRENT TROIS TRAJECTOIRES DISTINCTES DE CONFRONTATION, DE RÉSISTANCE ET DE NÉGOCIATION FACE À L'EXPANSION DE LA KATIBA MACINA DANS LE CENTRE DU MALI. CES TRAJECTOIRES SONT FAÇONNÉES PAR DES FACTEURS LOCAUX, HISTORIQUES, GÉOGRAPHIQUES ET POLITIQUES, QUI INFLUENCENT LA MANIÈRE DONT LES COMMUNAUTÉS RÉAGISSENT À LA PRESSION DJIHADISTE.

À Marébougou, la dynamique est marquée par une alternance entre résistance armée et soumission. Après une tentative de défense organisée par les Donsow, la défaite militaire a conduit à un blocus sévère, puis à l'acceptation d'un pacte avec les djihadistes. Ce pacte, ou benkan, a profondément transformé la vie sociale et religieuse du village, imposant des normes strictes en matière de zakât, d'éducation, de célébrations et de comportements genrés. La soumission a été facilitée par l'affaiblissement des forces d'autodéfense et l'absence d'alternative sécuritaire.

Saye, en revanche, incarne une résistance farouche et continue. Refusant catégoriquement toute forme de pacte, les habitants ont organisé une défense locale sous l'autorité de figures traditionnelles et de chasseurs. Cette résistance s'appuie sur une mémoire historique de siège et de lutte contre la domination extérieure, renforçant la cohésion communautaire. Le blocus imposé par la Katiba Macina a provoqué un isolement sévère, mais a aussi renforcé les solidarités internes, malgré les difficultés d'accès aux ressources vitales.

Kori-Maoundé présente une configuration encore différente. Situé dans une zone d'influence du mouvement Dan Na Ambassagou, le village est au cœur d'une logique de contre-insurrection. Ici, la présence d'un groupe d'autodéfense structuré empêche tout dialogue avec les djihadistes. Toutefois, cette posture expose la population à des représailles indirectes, notamment des attaques ciblées, des restrictions de mobilité et une réduction drastique de l'espace agricole. L'isolement progressif du village, combiné à la pression sur les routes secondaires, fragilise les capacités de résilience des habitants.

Ces trois cas montrent que la réponse des communautés à la menace djihadiste n'est jamais uniforme. Elle dépend de la capacité d'organisation locale, de l'histoire des rapports de force, de la géographie et des alliances politiques. Là où les groupes d'autodéfense sont affaiblis ou absents, la soumission devient une stratégie de survie. Là où la mémoire de résistance est forte, la confrontation persiste malgré les coûts humains et matériels. Enfin, là où des forces armées locales structurées existent, le dialogue est bloqué, mais la population reste prise en étau entre deux violences.

L'impact humanitaire de ces blocus est dévastateur : insécurité alimentaire croissante, effondrement des circuits économiques locaux et déplacements forcés vers des zones plus sécurisées (Tangara, 2024). De plus, ces restrictions compliquent considérablement les opérations des organisations humanitaires, limitant leur capacité à acheminer de l'aide et les exposant à des risques de représailles ou de manipulation par le groupe armé. En complément de cette stratégie de contrôle économique et social, la Katiba Macina mène également des attaques ciblées contre des villages ou des individus jugés hostiles. Ces offensives répriment toute tentative de résistance, en ciblant notamment les communautés proches des groupes d'autodéfense et instaurent un climat de peur généralisée. En rendant la menace omniprésente, la Katiba Macina dissuade toute opposition, sans avoir besoin de maintenir une présence militaire permanente (Poudiougou, 2024). Cette combinaison – entre mise sous blocus et violence ciblée – lui permet d'exercer une domination à la fois subtile et brutale sur les populations, rendant toute forme d'intervention extérieure, y compris humanitaire, extrêmement complexe et délicate.

À l'inverse, dans le cercle de Koro, une relative liberté de circulation est observée, permettant le maintien des échanges commerciaux et des déplacements plus fluides des populations. Cette différence s'explique par l'absence de résistance structurée dans cette zone, ainsi que par des arrangements tacites entre la Katiba Macina et certaines communautés locales, qui garantissent une réduction des violences en échange du respect strict des règles imposées par le groupe. Plutôt que d'imposer un contrôle par la force, les combattants de la Katiba Macina cherchent à asseoir ici une influence par l'instauration d'une gouvernance sous leur contrôle armé. Cette stratégie est illustrée, au moins depuis 2021, par les modalités d'usage du tronçon Bankass-Bandiagara de la route nationale n°15 qui relie Bandiagara à Sévaré. Alors que les villages sous arrangements divers avec la Katiba Macina jouissent d'une relative liberté de mouvement sur cette route, ceux qui résistent sont soumis à tout type de harcèlement : attaques des véhicules transportant les personnes se rendant aux foires hebdomadaires, enlèvements suivis de demandes de rançon des autocars et des voyageurs, confiscation de biens et disparitions forcées. Ainsi, de 2021 à 2025, sur le pont situé entre Parou et Songobia, ces enlèvements ont touché plus de dix autocars transportant plusieurs centaines de voyageurs à destination ou en provenance de Bandiagara.

CETTE DUALITÉ DANS LES STRATÉGIES DE LA KATIBA MACINA, ALTERNANT ENTRE RÉPRESSION ET NÉGOCIATION SELON LE CONTEXTE LOCAL, POUSSE PROGRESSIVEMENT PLUSIEURS VILLAGES À SE SOUMETTRE AUX CONDITIONS FIXÉES PAR SES COMBATTANTS AFIN D'ÉCHAPPER AUX DIVERSES FORMES DE VIOLENCE EXERCÉES DANS LES LOCALITÉS SOUS LEUR INFLUENCE

Cette dualité dans les stratégies de la Katiba Macina, alternant entre répression et négociation selon le contexte local, pousse progressivement plusieurs villages à se soumettre aux conditions fixées par ses combattants afin d'échapper aux diverses formes de violence exercées dans les localités sous leur influence. En plus des limitations de mobilité, ces restrictions s'appliquent à la délivrance de certains services de base (soins de santé, services communaux, écoles...) dans ces villages sous influence. L'interdiction ou la régulation des déplacements apparaît non seulement comme un dispositif de gouvernement par la violence visant à isoler et à contraindre les populations, mais aussi comme un indicateur clé des rapports de force locaux (Vignal, 2018).

Il convient de souligner, en conclusion, que les mécanismes de contrôle et les dispositifs de répression analysés dans ce rapport se rapportent exclusivement aux situations étudiées. Bien que les combattants responsables des blocus se réclament tous de la Katiba Macina, affiliée au JNIM, les modalités de mise en œuvre de ces blocus demeurent hétérogènes. Cette hétérogénéité se manifeste tant dans les formes d'encerclement des villages, des axes routiers ou de certaines activités spécifiques (transport, agriculture), que dans les modalités concrètes de leur fonctionnement. Les mesures observées incluent notamment des restrictions de mobilité, l'obligation de soumission, la diffusion de benkan et l'imposition de nouvelles normes sociales et religieuses aux communautés villageoises (port du voile pour les femmes, fermeture des écoles, prélèvements forcés, désarmement des groupes d'autodéfense, interdiction de tout contact avec les forces de défense et de sécurité, etc.). Ainsi, au sein d'une même région, comme Mopti ou Bandiagara, les dispositifs instaurés, la sévérité des sanctions et le degré de violence exercé contre les populations peuvent varier sensiblement. Par ailleurs, les blocus examinés dans ce rapport se distinguent de ceux imposés à des agglomérations d'importance stratégique, telles que Tombouctou (septembre 2023) ou Kayes (septembre 2025), ainsi que de ceux visant les axes nationaux de ravitaillement en hydrocarbures (septembre 2025).

RECOMMANDATIONS

Sur la base des résultats de notre étude, nous formulons un ensemble de recommandations visant à atténuer les effets des blocus, à renforcer la sécurité et à améliorer les conditions de vie des populations affectées.

1. AUX ACTEURS GOUVERNEMENTAUX

- **Renforcement de la présence militaire** : rétablir des patrouilles régulières pour sécuriser la RN15 de Sévaré à Koro³⁴. Parallèlement, déloger les groupes armés (djihadistes) qui maintiennent les blocus sur les villages et déployer des bases militaires permanentes. En sécurisant la mobilité des populations, de telles actions rassurent les populations, éloignent les groupes armés, protègent les infrastructures routières et favorisent la reprise de l'économie locale.
- **Investissement dans les infrastructures** : réhabiliter les routes et ponts endommagés pour rétablir la connectivité et faciliter les échanges économiques.
- **Appui aux négociations locales** : encadrer les dialogues entre les parties prenantes (communautés locales, forces armées et les groupes armés) pour identifier des demandes tout en précisant les lignes rouges de l'État (éducation, santé, justice, sécurité). Ces dialogues doivent être menés par des médiateurs reconnus, sous garanties de sécurité pour lever les blocus en cours.
- **Soutien aux services publics** : après la levée des blocus, rouvrir les écoles et centres de santé dans ces zones avec des dispositifs de sécurité adaptés.

2. AUX ORGANISATIONS HUMANITAIRES

- **Adapter les stratégies d'accès aux populations sous embargo** non seulement à travers des relais communautaires et ONG locales, mais aussi en mettant en place des chaînes d'approvisionnement.
- **Déployer des systèmes de communication et d'alerte** (SMS, radios, satellites) pour informer des conditions d'embargo.
- **Mettre en place des corridors humanitaires sécurisés** pour acheminer l'aide en collaboration avec les populations locales.
- **Documenter les différentes situations d'embargo** pour permettre d'adapter les solutions aux réalités locales et travailler avec les acteurs pertinents.

3. AUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- **Consolider le financement de l'aide humanitaire** en soutenant les efforts nationaux et locaux d'acheminement de vivres, de médicaments et autres services essentiels vers les zones sous blocus en collaboration avec les forces de sécurité, les autorités communales et villageoises.
- **Réhabiliter les infrastructures endommagées** (routes, ponts), avec un accent sur la résilience face aux risques sécuritaires.
- **Financer des programmes de résilience économique** : dans les localités sous blocus, le gouvernement et les programmes de coopération au développement devraient soutenir les populations villageoises dans la reprise les activités génératrices de revenus : cultures maraîchères, commerce, artisanat local. Dans les zones nouvellement sorties des blocus, accompagner la reprise économique en pourvoyant les ménages de denrées alimentaires sur une période de six à douze mois couplée avec des facilités d'accès aux semences, aux intrants agricoles et au micro-crédit.
- **Plaidoyer international** : sensibiliser les partenaires internationaux et les représentations diplomatiques aux impacts des blocus sur les communautés afin de mobiliser des fonds nécessaires à l'aide humanitaire et à la reprise économique.

4. AUX COMMUNAUTÉS LOCALES

- **Solidarité communautaire** : encourager les dynamiques d'entraide qui ont émergé en période de blocus au sein des villages afin d'enraciner les pratiques de partage et d'assistance mutuelle entre les ménages et les villages.
- **Dialogue avec les autorités** : créer des canaux de communication sûrs entre les populations et les préfets, sous-préfets, les chefs militaires locaux et leaders religieux pour trouver des solutions adaptées aux crises locales sans exposer les premières aux représailles des groupes armés.
- **Formation des acteurs locaux** : mettre en valeur les compétences et savoir-faire (savoir de gestion des ressources et des crises, savoir politico-religieux) des leaders communautaires et des associations locales en accordant à ces acteurs un rôle de premier plan dans les processus de dialogues avec les groupes armés et la réconciliation au niveau local.

³⁴ De telles patrouilles étaient en place en 2019/2020 et avaient contribué à réduire les attaques sur les autocars et les destructions des ponts le long de la route nationale N°15.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ahmad, A., & Diallo, O. (2022). [A Winning Team of Losers: The Logic of Jihadist Coalitions in Civil Wars](#). Journal of Global Security Studies, Vol. 8.
- Baczko A. & Dorronsoro G, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », Revue française de science politique, Varia 2017/2, p. 309-327, DOI : 10.3917/rfsp.672.0309.
- Bah, S. (2021). « [Wagué devant le CNT : 'Il n'y a aucun arrangement contre l'Etat'](#). » Maliweb.net.
- Baldaro, E., & Diall, Y. S. (2020). The End of the Sahelian Exception: Al-Qaeda and Islamic State Clash in Central Mali. The International Spectator, 55(4), 69–83.
- Barry, I. (1993). Le Royaume de Bandiagara (1864-1893). Le pouvoir, le commerce et le Coran dans le Soudan nigérian au 19e siècle. Thèse de Doctorat, Paris, EHESS.
- Baudais V., et al. (2023), [Projet Mali-Centre pour la sécurité et le développement - Écoutez-Nous!](#) Rapport final, SIPRI.
- Benjaminsen, T. A. & Ba, B., (2024), A Moral Economy of Pastoralists? Understanding the 'Jihadist' Insurgency in Mali, Political Geography, 113: 103149.
- Berger, F. (2023). « [De la chair à canon: Le vol de bétail et l'économie de guerre au Mali](#) » Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
- Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J. P. (1994). « ECRIS : Enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques » Bulletin de l'APAD, (7).
- Bisoka, A. N., Tangara, M. B., Soré, Z., & Mathys, G. (2024). « Introduction. Repolitiser les paysanneries dans les conflits violents en Afrique et en Amérique latine ». Revue internationale des études du développement, (255), 9-38.
- Bouhlel, F. (2020). (Ne pas) dialoguer avec les groupes « jihadistes » au Mali ? : Entre contradictions normatives, « manqués » de la médiation ... et nécessité heuristique. Rapport d'étude de cas. Berlin : Fondation Berghof.
- Boumaza, M., & Campana, A. (2007). « Enquêter en milieu "difficile" ». Revue française de science politique, 57(1), 5-25.
- Bradshaw, J. M. (2021). The Bandiagara Emirate: Warfare, Slavery and Colonization in the Middle Niger, 1863–1903. Michigan State University.
- Cissé, Y. T. (1994). La confrérie des chasseurs Malinké et Bambara. Mythes, rites et récits initiatiques. Éditions Nouvelles du Sud / Association ARSAN.
- Croissance Afrique. (2020). « [Mali: La MINUSMA finance la réhabilitation du pont de Songobia](#). » Croissance Afrique.
- Diallo, B. (2020). [Attaque entre Parou et Songobia dans le cercle de Bandiagara. 8 morts et 8 blessés](#).
- Guichaoua, Y. & Bouhlel, F. (2023). Interactions between Civilians and Jihadists in Mali and Niger. University of Kent.
- Guindo, B. (2020a, 30 November). [Séries noires perpétuelles au Pays Dogon. Nouvelle attaque, samedi dernier, faisant 2 morts, 6 blessés...](#) Le Pays.
- Guindo, B. (2020b, 20 November). [Pays dogon. Le Mouvement Baguine Sô réclame la sécurisation de la route de poisson](#). Le Pays.
- Guindo, B. (2022a, 31 May). [Axe Bandiagara-Bankass. Le pont Parou-Songobia ou le calvaire des populations!](#) Le Pays.
- Guindo, B. (2022b, 13 May). [Pays dogon. Halte au règne des forces du mal](#). Le Pays.
- Hagberg, S., & Körpling, G. (2015). Terrains inaccessibles. Faire de l'anthropologie dans la tourmente politique malienne. Civilisations (64), 141-152. Université libre de Bruxelles
- Hamani, O. (2025). L'ethnographie à l'épreuve : Insécurités et manières de faire l'enquête dans le Liptako Gourma nigérien. Sources. Materials & Fieldwork in African Studies, (9).
- International Crisis Group, (2016) Mali central : la fabrique d'une insurrection ? Report n°238/Africa
- International Crisis Group, (2018) Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique, Q&A/Africa
- Ladini, G. (2023). Authority and power in local orders: Customary authorities, the state, and jihadist insurgency in Mali. IOB Discussion Papers 2023.02, Universiteit Antwerpen, Institute of Development Policy (IOB).
- Lund, C. (2014). Of what is This a Case?: Analytical Movements in Qualitative Social Science Research. Human organization, 73(3), 224-234.
- Mali Actu. (2023). [Attaques terroristes au cœur du pays Dogon](#).
- Nsaibia, H., et al. (2023). Groupe armés non étatiques et économiques illégitimes en Afrique de l'Ouest Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM). Global Initiative, ACLED www.globalinitiative.net
- Oztas, B. (2023). Book review: "Daniel E. Agbiboa, Mobility, Mobilization, and Counter/Insurgency: The Routes of Terror in an African Context". International Journal of Communication, 17, 2788–2790.
- Poudiougou, I. (2024a). « Dan Nan Ambassagou, un mouvement d'autodéfense armé en pays Dogon » Anthropos, 118(2), 395-418.
- Poudiougou, I. (2024b). « Défendre le village et combattre pour le terroir : la mobilisation armée des groupes d'autodéfense à l'épreuve du travail agricole en Pays Dogon, au centre du Mali » Revue internationale des études du développement, (255), 97–118.
- RGPH (2009) - Recensement général de la population et de l'habitat au Mali.
- Robinson, D. (1988). La Guerre sainte d'Al-Hajj Umar : le Soudan occidental au milieu du XIXe siècle (Vol. 9). Paris : Éd. Karthala.
- Sanankoua, B. (1990). Un empire peul au XIXe siècle : La Diina du Maasina. Paris : Éd. Karthala .
- Schouten, P. (2019). Roadblock Politics in Central Africa. Environment and Planning D: Society and Space, 37(5), 924–941.
- Sidibé, F. M. (2020). De donsoya à donsologie. La confrérie des chasseurs traditionnels—Donso Ton: matériaux—concepts—notions—croyances et spiritualité. ÉDIS.

- Sow, M. (2021). L'État de Ségou et ses chefferies aux XVIII^e et XIX^e siècles. Côté cour, côté jardin, Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux. (Revue Politique africaine, 170(2), p. 190–192).
- Tangara, M. B. (2024). *The Effects of Armed Conflicts on Local Economic Dynamics in the Mopti and Ségou Regions of Mali*. *The Economics of Peace and Security Journal*, 19(2), 35–55.
- Tangara, M., et al. (2024). « Infrastructure, performance économique et réduction de la pauvreté au Mali. » *Journal of Applied Economics and Management of Organizations (JAEMO)*, 1(1), 109–124.
- Thibaud, B. (2005). « Le pays Dogon au Mali: de l'enclavement à l'ouverture ? ». *Espace populations sociétés* 1, 45-56.
- Thornton, J. K. (1999). *Warfare in Atlantic Africa, 1500-1800*. Routledge.
- Tobie A. (2017). *Le centre Mali: violences et instrumentalisation croisées*.
- OCDE/CSAO (2025), *Routes et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*. *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest*, Éditions OCDE, Paris,
- Vignal, L. (2018). « Produire, consommer, vivre : les pratiques économiques du quotidien dans la Syrie en guerre (2011-2018) ». *Critique internationale*, 80(3), 45-65.

À PROPOS DES AUTEURS

Mahamadou BASSIROU TANGARA

Mahamadou Bassirou Tangara est Maître de conférences à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB). Ses travaux de recherche portent sur la pauvreté, l'économie informelle, la dynamique des conflits et l'impact des politiques publiques sur le développement, avec une attention particulière aux défis socio-économiques du Mali.

Ibrahima POUDIOUGOU

Ibrahima Poudiougou est anthropologue social dont les recherches examinent les liens entre la tenure foncière, l'écologie politique et la violence armée en Afrique de l'Ouest. Il est titulaire de deux doctorats, dont un doctorat en anthropologie à l'Université de Turin (Italie) et l'autre en Humanities à Leiden University, avec une thèse portant sur l'appropriation foncière, les migrations et les dynamiques conflictuelles en pays dogon au Mali.

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Link Rd, Dhaka
Tel: +233 302 411 638
Mail: recapsecretariat@wanep.org
www.recapnetwork.org

Mise en page : Studio Ctrl A

© photo : Adobestock «Editorial use only»
“autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale”

© photo : Pexels «libre d'utilisation»

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2024 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

